



Ville
d'Estérel

Ordre du jour
Séance ordinaire du vendredi 19 février 2021 à 17 h 00

- 1 Adoption de l'ordre du jour
- 2 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 22 janvier 2021
- 3 Comptes payés et comptes à payer
- 4 Dépôt du rapport de délégation de pouvoirs du directeur général
- 5 Explications données par le Maire sur les points inscrits à l'ordre du jour et première période de questions spécifiques à l'ordre du jour
- 6 Administration
 - 6.1 Appel d'offres – Réfection du réseau routier 2021
 - 6.2 Désignation de signataires – Banque Nationale du Canada
 - 6.3 Nomination d'un membre – Comité de démolition
 - 6.4 Avis de motion – Règlement prévoyant le paiement d'une indemnité pour préjudice matériel subi en raison de l'exercice des fonctions
 - 6.5 Adoption – Projet de règlement numéro 2021-686 prévoyant le paiement d'une indemnité pour préjudice matériel subi en raison de l'exercice des fonctions
 - 6.6 Adhésion à la déclaration d'engagement sur la démocratie et le respect
 - 6.7 Nomination de personnes et autorisation à appliquer les règlements municipaux et les règlements découlant de la Loi sur la marine marchande du Canada
 - 6.8 Dépôt du rapport sur les espaces verts et les parcs
- 7 Urbanisme
 - 7.1 Demande de dérogation mineure – Lot 5 508 220, avenue de Chantilly – Construction d'un bâtiment principal avec des toits plats
 - 7.2 Demande de dérogation mineure – Lot 5 508 722, 6, avenue des Récollets – Régularisation de l'implantation d'un bâtiment principal
 - 7.3 Demande de dérogation mineure – Lot 5 508 684, 20, chemin des Deux-Lacs – Implantation d'un agrandissement au bâtiment principal
 - 7.4 P.I.I.A. – Lot 5 508 220, avenue de Chantilly – Construction d'un bâtiment principal
 - 7.5 P.I.I.A. – Lot 5 508 684, 20, chemin des Deux-Lacs – Agrandissement et rénovation extérieure au bâtiment principal
 - 7.6 Sondage sur le projet de réaménagement et de développement du Club de golf Estérel – Résultats
 - 7.7 Énoncé sur le projet de réaménagement et de développement du Club de golf Estérel
- 8 Travaux publics
 - 8.1 Aucun sujet à traiter
- 9 Hygiène du milieu - Environnement - Loisirs
 - 9.1 Avis de motion – Règlement relatif à l'application des engrais et pesticides
 - 9.2 Adoption – Projet de règlement numéro 2020-683 relatif à l'application des engrais et pesticides

10 Correspondance

10.1 Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation – Réception du relevé identifiant les membres du conseil qui ont déposé une déclaration d'intérêts pécuniaires

11 Deuxième période de questions

12 Autres sujets

13 Levée de la séance

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

ADOpte l'ordre du jour tel que proposé avec dispense de lecture et laisse le point autres sujets ouvert.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

**ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 22
JANVIER 2021**

CONSIDÉRANT qu'une copie du procès-verbal de la séance ordinaire du 22 janvier 2021 a été remise à chaque membre du Conseil au plus tard la veille de la présente séance, conformément aux dispositions de l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

POUR CE MOTIF :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

ADOpte le procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil tenue le 22 janvier 2021 tel que déposé avec dispense de lecture.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DES PAYS-D'EN-HAUT
VILLE D'ESTÉREL

CONSIDÉRANT le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui a déclaré l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois pour une période initiale de dix jours;

CONSIDÉRANT le décret numéro 3-2021 du 13 janvier 2021 qui prolonge cet état d'urgence sanitaire jusqu'au 22 janvier 2021;

CONSIDÉRANT l'arrêté 2020-029 de la ministre de la Santé et des Services sociaux qui permet que les séances puissent se tenir à l'aide d'un moyen permettant à tous les membres de communiquer immédiatement entre eux;

CONSIDÉRANT qu'il est dans l'intérêt public et pour protéger la santé de la population, des membres du Conseil et des officiers municipaux que la présente séance soit tenue à huis clos et que les membres du Conseil et les officiers municipaux soient autorisés à y être présents et à prendre part, délibérer et voter à la séance par téléconférence;

PAR CONSÉQUENT la présente séance a lieu à huis clos, par téléconférence.

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel, sous la présidence du Maire, tenue par téléconférence, le vendredi 22 janvier 2021 à 17 h 00 et à laquelle sont présents les membres suivants formant quorum :

Monsieur Joseph Dydzak, Maire
Madame Anna Dupuis Zuckerman, Conseillère au poste numéro 1
Madame Rachel Landry, Conseillère au poste numéro 2
Monsieur Stefan Tremblay, Conseiller au poste numéro 4
Madame Christine Corriveau, Conseillère au poste numéro 5

Est également présent le greffier, Monsieur Luc Lafontaine

Le Maire souhaite la bienvenue aux personnes présentes et propose l'ordre du jour suivant :

- 1 Adoption de l'ordre du jour
- 2 Adoption des procès-verbaux des séances
 - 2.1 Adoption du procès-verbal de la séance extraordinaire du 18 décembre 2020
 - 2.2 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 18 décembre 2020
- 3 Comptes payés et comptes à payer
- 4 Dépôt du rapport de délégation de pouvoirs du directeur général
- 5 Explications données par le Maire sur les points inscrits à l'ordre du jour et première période de questions spécifiques à l'ordre du jour
- 6 Administration
 - 6.1 Adoption – Règlement numéro 2020-685 établissant les taux de taxes, les compensations et les conditions de perception pour l'année financière 2021

- 6.2 Nomination de membres – Comité de révision des règlements d'urbanisme
- 6.3 Embauche d'un agent de sécurité
- 6.4 Nomination de personnes et autorisation à appliquer les règlements municipaux
- 6.5 Révision des compétences d'agglomération et du partage de leurs dépenses
- 6.6 Dépôt du rapport sur les espaces verts et les parcs
- 6.7 Vacance au poste de conseiller numéro 3 – Démission de M. Pierre Lussier
- 7 Urbanisme
 - 7.1 Aucun sujet à traiter
- 8 Travaux publics
 - 8.1 Réhabilitation du garage municipal – Travaux d'électricité – Acceptation finale et paiement
 - 8.2 Réhabilitation du garage municipal – Travaux de menuiserie – Acceptation finale et paiement
 - 8.3 Réhabilitation du garage municipal – Réparation de la structure d'acier et du pontage de la toiture – Acceptation finale et paiement
- 9 Hygiène du milieu - Environnement - Loisirs
 - 9.1 Aucun sujet à traiter
- 10 Correspondance
- 11 Deuxième période de questions
- 12 Autres sujets
- 13 Levée de la séance

2021-01-001

1. **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Il est proposé par Madame Rachel Landry, appuyé par Madame Christine Corriveau et résolu que ce Conseil :

ADOPTE l'ordre du jour tel que proposé avec dispense de lecture et laisse le point autres sujets ouvert.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

2. **ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES**

2021-01-002 2.1 **ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 18 DÉCEMBRE 2020**

CONSIDÉRANT qu'une copie du procès-verbal de la séance extraordinaire du 18 décembre 2020 a été remise à chaque membre du Conseil au plus tard la veille de la présente séance, conformément aux dispositions de l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

POUR CE MOTIF :

Il est proposé par Monsieur Stefan Tremblay, appuyé par Madame Anna Dupuis Zuckerman et résolu que ce Conseil :

ADOpte le procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil tenue le 18 décembre 2020 tel que déposé avec dispense de lecture.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

2021-01-003 2.2 **ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 18 DÉCEMBRE 2020**

CONSIDÉRANT qu'une copie du procès-verbal de la séance ordinaire du 18 décembre 2020 a été remise à chaque membre du Conseil au plus tard la veille de la présente séance, conformément aux dispositions de l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

POUR CE MOTIF :

Il est proposé par Madame Christine Corriveau, appuyé par Madame Rachel Landry et résolu que ce Conseil :

ADOpte le procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil tenue le 18 décembre 2020 tel que déposé avec dispense de lecture.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

2021-01-004 3. **COMPTES PAYÉS ET COMPTES À PAYER**

CONSIDÉRANT la liste des comptes payés et des comptes à payer jointe en annexe;

POUR CE MOTIF :

Il est proposé par Madame Anna Dupuis Zuckerman, appuyé par Monsieur Stefan Tremblay et résolu que ce Conseil :

APPROUVE la liste des comptes en date du 22 janvier 2021 au montant de 113 251,58 \$ dont :

- 59 657,06 \$ sont des comptes payés;
- 53 594,52 \$ sont des comptes à payer.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

4. **DÉPÔT DU RAPPORT DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL**

En vertu du règlement numéro 2006-479 intitulé « Règlement pour déléguer, au directeur général, le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats », le directeur général soumet son rapport de délégation, tel qu'exigé par l'article 2 dudit règlement.

5. **EXPLICATIONS DONNÉES PAR LE MAIRE SUR LES POINTS INSCRITS À L'ORDRE DU JOUR ET PREMIÈRE PÉRIODE DE QUESTIONS SPÉCIFIQUES À L'ORDRE DU JOUR**

6. **ADMINISTRATION**

2021-01-005

6.1 **ADOPTION – RÈGLEMENT NUMÉRO 2020-685 ÉTABLISSANT LES TAUX DE TAXES, LES COMPENSATIONS ET LES CONDITIONS DE PERCEPTION POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021**

CONSIDÉRANT que la Ville d'Estérel désire prévoir des règles relatives au paiement des taxes municipales, aux compensations pour les services municipaux, aux conditions de perception ainsi qu'aux tarifs pour la fourniture de certains biens;

CONSIDÉRANT que l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance du 18 décembre 2020;

CONSIDÉRANT que le projet de règlement numéro 2020-685 a été adopté lors de la séance du Conseil tenue le 18 décembre 2020 et qu'une présentation du règlement a été faite par le Maire, Monsieur Joseph Dydzak, durant la même séance;

CONSIDÉRANT que tous les membres du Conseil déclarent avoir eu accès au règlement conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), soit au minimum 72 heures à l'avance et que des copies ont été rendues disponibles sur le site Internet de la Ville (www.villedesterel.com) dès l'ouverture de la séance tenante;

CONSIDÉRANT que l'objet du règlement a été mentionné et qu'aucune modification n'a été apportée à la suite de l'adoption du projet de règlement, hormis la correction de quelques coquilles;

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par Madame Rachel Landry, appuyé par Monsieur Stefan Tremblay et résolu que ce Conseil :

ADOpte le règlement numéro 2020-685 établissant les taux de taxes, les compensations et les conditions de perception pour l'année financière 2021.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

2021-01-006

6.2 **NOMINATION DE MEMBRES – COMITÉ DE RÉVISION DES RÈGLEMENTS D'URBANISME**

CONSIDÉRANT que le mandat des membres du Comité de révision des règlements d'urbanisme prend fin à la levée de la séance ordinaire du mois de janvier 2021;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à la nomination des membres pour ledit Comité;

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par Madame Anna Dupuis Zuckerman, appuyé par Monsieur Stefan Tremblay et résolu que ce Conseil :

NOMME les personnes suivantes à titre de membres du Comité de révision des règlements d'urbanisme, et ce, pour un mandat prenant fin à la levée de la séance du mois d'octobre 2021;

- Madame Christine Corriveau;
- Madame Rachel Landry;
- Monsieur Rémi Beaudry;
- Monsieur Joseph Dydzak;
- Monsieur François Taché;
- Monsieur Marc-Gabriel Vallières.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

2021-01-007 6.3 **EMBAUCHE D'UN AGENT DE SÉCURITÉ**

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'embauche d'un agent de sécurité pour le Service de protection;

CONSIDÉRANT que la responsable du Service de protection recommande l'embauche de Monsieur Gabriel Théorêt;

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par Madame Christine Corriveau, appuyé par Madame Rachel Landry et résolu que ce Conseil :

EMBAUCHE Monsieur Gabriel Théorêt à titre d'agent de sécurité au Service de protection en tant que salarié à l'essai.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

2021-01-008 6.4 **NOMINATION DE PERSONNES ET AUTORISATION À APPLIQUER LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX**

Il est proposé par Madame Christine Corriveau, appuyé par Madame Anna Dupuis Zuckerman et résolu que ce Conseil :

NOMME Mesdames Émilie Giroux, Nancy Lachaine et Chantal Lizé ainsi que Messieurs Alexandre Bélisle, Pierre-Luc Lefebvre, Justin Montpetit, Mathieu Quevillon et Gabriel Théorêt à titre de personnes ou officiers autorisés à appliquer les règlements suivants, ainsi que tout amendement auxdits règlements :

- SQ 2019 concernant la circulation, le stationnement, la paix et le bon ordre;
- 2012-617 sur le contrôle des animaux;

- Les articles suivants du règlement SQ 04-2012 :
 - Article 7;
 - Article 10;
 - Article 11;
 - Article 12;
 - Article 13;
 - Article 21.1;

AUTORISE les personnes susnommées à émettre des constats d'infraction à tous les contrevenants auxdits règlements;

ABROGE toute résolution précédemment adoptée visant à nommer des personnes à titre de personnes ou officiers autorisés à appliquer les susdits règlements.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

2021-01-009 6.5 **RÉVISION DES COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION ET DU PARTAGE DE LEURS DÉPENSES**

CONSIDÉRANT que l'agglomération de Sainte-Marguerite-Estérel a été créée en 2005;

CONSIDÉRANT qu'il est dans l'intérêt de Ville d'Estérel de vérifier, après quinze ans d'existence :

- a) si les équipements et infrastructures collectifs apparaissant au budget d'agglomération sont conformes à ceux de l'annexe A du décret d'agglomération, et de vérifier si le mode de répartition de leurs dépenses est équitable à l'égard des contribuables de Ville d'Estérel;
- b) si les objets prévus au budget d'agglomération, autres que ceux relatifs aux équipements et infrastructures d'intérêt collectif, sont véritablement d'agglomération, et de vérifier si le mode de répartition de leurs dépenses est équitable à l'égard des contribuables de Ville d'Estérel;
- c) si les ententes ou délégations de compétence sont véritablement d'agglomération et :
 - dans l'affirmative, déterminer si le partage des dépenses est équitable à l'égard des contribuables de Ville d'Estérel;
 - dans le cas contraire, si le partage des dépenses mixtes est équitable à l'égard des contribuables de Ville d'Estérel;

CONSIDÉRANT que la Ville d'Estérel a reçu une offre de services datée du 9 janvier 2021 de l'étude Gilbert, Simard, Tremblay, avocats et qu'un budget de 17 500 \$ est à prévoir pour la réalisation de ce mandat;

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par Monsieur Stefan Tremblay, appuyé par Madame Rachel Landry et résolu :

QUE le Conseil mandate Me Marc Laperrière, de l'étude Gilbert, Simard, Tremblay, avocats, pour déterminer :

- a) si les équipements et infrastructures collectifs apparaissant au budget d'agglomération sont conformes à ceux de l'annexe A du décret d'agglomération, et de vérifier si le mode de répartition de leurs dépenses est équitable à l'égard des contribuables de Ville d'Estérel;
- b) si les objets prévus au budget d'agglomération, autres que ceux relatifs aux équipements et infrastructures d'intérêt collectif, sont véritablement d'agglomération, et de vérifier si le mode de répartition de leurs dépenses est équitable à l'égard des contribuables de Ville d'Estérel;

et de faire les recommandations appropriées au Conseil;

QUE le Conseil, à la suite de la réalisation du mandat relatif aux points a) et b) précédents, détermine s'il est toujours dans l'intérêt de Ville d'Estérel de vérifier :

- c) si les ententes ou délégations de compétence d'agglomération sont véritablement d'agglomération, et de déterminer si le partage de leurs dépenses est équitable à l'égard des contribuables de Ville d'Estérel;
- d) si le partage des dépenses mixtes est équitable à l'égard des contribuables de Ville d'Estérel;

QUE le Conseil alloue un montant maximal de 17 500 \$, toutes taxes en sus, pour la réalisation du mandat. La facturation sera établie en fonction des heures réelles travaillées, les débours, tels que les frais associés aux banques de recherche juridique et aux photocopies sont en sus.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

6.6 **DÉPÔT DU RAPPORT SUR LES ESPACES VERTS ET LES PARCS**

Ce point est reporté à une séance ultérieure.

2021-01-010 6.7 **VACANCE AU POSTE DE CONSEILLER NUMÉRO 3 – DÉMISSION DE M. PIERRE LUSSIER**

CONSIDÉRANT la réception par le greffier de la démission du Conseiller au poste numéro 3, Monsieur Pierre Lussier;

CONSIDÉRANT que la période restante au présent mandat est inférieure à douze (12) mois;

CONSIDÉRANT que l'article 337 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2) prévoit que la vacance d'un poste de conseiller constatée dans les douze (12) mois qui précèdent le jour fixé pour le scrutin de la prochaine élection générale et dont le Conseil n'a pas décrété le comblement par une élection partielle n'est comblée que lors de cette élection générale;

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par Madame Anna Dupuis Zuckerman, appuyé par Madame Rachel Landry et résolu que ce Conseil :

ACCEPTE la démission de Monsieur Pierre Lussier, laquelle est effective le 21 janvier 2021 et la dépose au livre des procès-verbaux;

LAISSE le poste de conseiller numéro 3 vacant jusqu'à l'élection générale du 7 novembre 2021;

REMERCIE Monsieur Pierre Lussier pour son dévouement à titre de Conseiller à Ville d'Estérel.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

7. **URBANISME**

7.1 Aucun sujet à traiter

8. **TRAVAUX PUBLICS**

2021-01-011 8.1 **RÉHABILITATION DU GARAGE MUNICIPAL – TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ - ACCEPTATION FINALE ET PAIEMENT**

CONSIDÉRANT que le Conseil a adopté la résolution numéro 2019-10-117 afin d'octroyer un contrat pour la réalisation des travaux électriques dans le projet de réhabilitation du garage municipal à Conception électrique 2000 inc.;

CONSIDÉRANT qu'un montant de 1 668,06 \$ a été retenu pendant un (1) an à la suite de la complétion des travaux;

CONSIDÉRANT que les travaux satisfont aux exigences de la Ville d'Estérel;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de son inspection, l'architecte au dossier recommande l'acceptation finale des travaux et le paiement de la retenue;

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par Madame Christine Corriveau, appuyé par Madame Rachel Landry et résolu que ce Conseil :

PROCÈDE à l'acceptation finale des travaux relatifs au contrat pour la réalisation des travaux électriques dans le projet de réhabilitation du garage municipal;

LIBÈRE le montant de 1 668,06 \$, taxes incluses, à titre de retenue à l'entrepreneur Conception électrique 2000 inc.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

2021-01-012 8.2 **RÉHABILITATION DU GARAGE MUNICIPAL – TRAVAUX DE MENUISERIE – ACCEPTATION FINALE ET PAIEMENT**

CONSIDÉRANT que le Conseil a adopté la résolution numéro 2019-10-118 afin d'octroyer un contrat pour la réalisation des travaux de menuiserie dans le projet de réhabilitation du garage municipal à Construction Parallèle Inc.;

CONSIDÉRANT qu'un montant de 8 640,93 \$ a été retenu pendant un (1) an à la suite de la complétion des travaux;

CONSIDÉRANT que les travaux satisfont aux exigences de la Ville d'Estérel;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de son inspection, l'architecte au dossier recommande l'acceptation finale des travaux et le paiement de la retenue;

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par Monsieur Stefan Tremblay, appuyé par Madame Anna Dupuis Zuckerman et résolu que ce Conseil :

PROCÈDE à l'acceptation finale des travaux relatifs au contrat pour la réalisation des travaux de menuiserie dans le projet de réhabilitation du garage municipal;

LIBÈRE le montant de 8 640,93 \$, taxes incluses, à titre de retenue à l'entrepreneur Construction Parallèle Inc.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

2021-01-013 8.3 **RÉHABILITATION DU GARAGE MUNICIPAL – RÉPARATION DE LA STRUCTURE D'ACIER ET DU PONTAGE DE LA TOITURE – ACCEPTATION FINALE ET PAIEMENT**

CONSIDÉRANT que le Conseil a adopté la résolution numéro 2019-09-095 afin d'octroyer un contrat pour la réparation de la structure d'acier et du pontage de la toiture à Chandonnet Soudure Internationale inc.;

CONSIDÉRANT qu'un montant de 2 588,66 \$ a été retenu pendant un (1) an à la suite de la complétion des travaux;

CONSIDÉRANT que les travaux satisfont aux exigences de la Ville d'Estérel;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de son inspection, l'architecte au dossier recommande l'acceptation finale des travaux et le paiement de la retenue;

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par Madame Rachel Landry, appuyé par Madame Christine Corriveau et résolu que ce Conseil :

PROCÈDE à l'acceptation finale des travaux relatifs au contrat pour la réparation de la structure d'acier et du pontage de la toiture dans le projet de réhabilitation du garage municipal;

LIBÈRE le montant de 2 588,66 \$, taxes incluses, à titre de retenue à l'entrepreneur Chandonnet Soudure Internationale inc.;

Adoptée à l'unanimité des conseillers

9. **HYGIÈNE DU MILIEU - ENVIRONNEMENT - LOISIRS**

9.1 Aucun sujet à traiter

10. **CORRESPONDANCE**

11. **DEUXIÈME PÉRIODE DE QUESTIONS**

12. **AUTRES SUJETS**

2021-01-014 13. **LEVÉE DE LA SÉANCE**

Il est proposé par Madame Rachel Landry, appuyé par Monsieur Stefan Tremblay et résolu que ce Conseil :

LÈVE ET TERMINE la présente séance à 19 h 11, l'ordre du jour étant épuisé.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

Joseph Dydzak, B.A. Hons., LL.B., M.B.A.
Maire

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

Je, Joseph Dydzak, Maire d'Estérel, confirme l'adoption de toutes et chacune des résolutions contenues au présent procès-verbal, n'ayant pas avisé le greffier de mon refus de les approuver conformément à l'article 53 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

COMPTES PAYÉS ET COMPTES À PAYER

CONSIDÉRANT la liste des comptes payés et des comptes à payer jointe en annexe;

POUR CE MOTIF :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

APPROUVE la liste des comptes en date du 19 février 2021 au montant de _____ \$ dont :

- _____ sont des comptes payés;
 - \$
- _____ sont des comptes à payer.
 - \$

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

DÉPÔT DU RAPPORT DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

En vertu du règlement numéro 2006-479 intitulé « Règlement pour déléguer, au directeur général, le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats », le directeur général soumet son rapport de délégation, tel qu'exigé par l'article 2 dudit règlement.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

**EXPLICATIONS DONNÉES PAR LE MAIRE SUR LES POINTS INSCRITS
À L'ORDRE DU JOUR ET PREMIÈRE PÉRIODE DE QUESTIONS
SPÉCIFIQUES À L'ORDRE DU JOUR**

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

APPEL D'OFFRES – RÉFECTION DU RÉSEAU ROUTIER 2021

CONSIDÉRANT ...

CONSIDÉRANT ...

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

AUTORISE ...

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

DÉSIGNATION DE SIGNATAIRES – BANQUE NATIONALE DU CANADA

CONSIDÉRANT la nécessité de désigner de nouveaux représentants autorisés, ou signataires, aux différents comptes bancaires de la Ville d'Estérel, soit auprès de la Banque Nationale du Canada;

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

DÉSIGNE Monsieur Joseph Dydzak, Maire, Madame Rachel Landry, conseillère, Monsieur Luc Lafontaine, directeur général et Madame Nadine Bonneau, trésorière, pour signer conjointement à raison d'un élu et d'un officier municipal, tous les chèques, effets de commerce ou autres effets bancaires à être tirés sur les comptes bancaires de la Ville au sein de la Banque nationale du Canada;

AUTORISE le directeur général de la Ville à signer tout autre document nécessaire à la prise d'effet de la présente résolution.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

NOMINATION D'UN MEMBRE – COMITÉ DE DÉMOLITION

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à la nomination de nouveaux membres pour le Comité de démolition;

POUR CE MOTIF :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

NOMME les personnes suivantes à titre de membres du Comité de démolition :

- _____

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

AVIS DE MOTION – RÈGLEMENT PRÉVOYANT LE PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR PRÉJUDICE MATÉRIEL SUBI EN RAISON DE L'EXERCICE DES FONCTIONS

Avis de motion est donné par _____ à l'effet qu'il sera présenté, lors d'une prochaine séance, un règlement prévoyant le paiement d'une indemnité pour préjudice matériel subi en raison de l'exercice des fonctions.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

**ADOPTION – PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 2021-686
PRÉVOYANT LE PAIEMENT D'UNE INDEMNITÉ POUR PRÉJUDICE
MATÉRIEL SUBI EN RAISON DE L'EXERCICE DES FONCTIONS**

CONSIDÉRANT que la Ville d'Estérel désire _____;

CONSIDÉRANT que l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné séance tenante;

CONSIDÉRANT que le Maire (ou personne désignée) présente le projet de règlement en expliquant

.....
.....
.....
.....

CONSIDÉRANT que des copies du projet de règlement ont été rendues disponibles au public dès l'ouverture de la séance tenante;

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

ADOpte le Projet de règlement numéro 2021-686 prévoyant le paiement d'une indemnité pour préjudice matériel subi en raison de l'exercice des fonctions.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

POUR ADOPTION (PROJET) LE 19 FÉVRIER 2021

PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DES PAYS-D'EN-HAUT
VILLE D'ESTÉREL

Projet de règlement numéro 2021-686 prévoyant le paiement d'une indemnité pour préjudice matériel subi en raison de l'exercice des fonctions

ATTENDU que les articles 604.6 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ c. C-19) prévoient un régime de protection contre certaines pertes financières liées à l'exercice des fonctions municipales de membres du Conseil, de fonctionnaires ou d'employés de la municipalité ou d'un organisme mandataire de celle-ci;

ATTENDU que l'article 604.11 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ c. C-19) prévoit que toute municipalité peut de plus, par règlement, prévoir le paiement d'une indemnité à toute personne qui a subi un préjudice matériel en raison de l'exercice de ses fonctions de membre du Conseil, de fonctionnaire ou d'employé de la municipalité ou d'un organisme mandataire de celle-ci;

ATTENDU que le Conseil considère qu'il est juste et équitable qu'un tel règlement soit adopté;

ATTENDU que l'avis de motion du projet de règlement a été dûment donné **séance tenante**;

ATTENDU que la personne qui préside la séance présente le projet de règlement **en mentionnant que le règlement a pour objectif de permettre le paiement d'une indemnité à un membre du Conseil, un fonctionnaire ou employé de la Ville en cas de préjudice matériel lié à l'exercice de ses fonctions**;

ATTENDU que **des copies du projet de règlement ont été rendues disponibles au public sur le site Internet de la Ville d'Estérel (www.villedesterel.com) depuis l'ouverture de la séance tenante, étant donné que la séance se tient par téléconférence**;

EN CONSÉQUENCE :

Il est proposé par [REDACTÉ] appuyé par [REDACTÉ]
[REDACTÉ] et résolu à l'unanimité des conseillers que ce Conseil :

ADOPTE le projet de règlement numéro 2021-686 prévoyant le paiement d'une indemnité pour préjudice matériel subi en raison de l'exercice des fonctions.

ARTICLE 1 Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 **Définitions**

« municipalité » : Ville d'Estérel.

« organisme mandataire » : Tout organisme que la loi déclare mandataire ou agent de la municipalité et tout organisme dont le conseil est composé majoritairement de membres du Conseil de la municipalité, dont le budget est adopté par celle-ci ou dont le financement est assuré pour plus de la moitié par celle-ci.

POUR ADOPTION (PROJET) LE 19 FÉVRIER 2021

« tribunal » : Outre son sens ordinaire, un coroner, un commissaire-enquêteur sur les incendies, une commission d'enquête ou une personne ou un organisme exerçant des fonctions quasi-judiciaires.

ARTICLE 3

Une indemnité est payable, sur demande, à tout membre du Conseil municipal, fonctionnaire ou employé de la municipalité ou d'un organisme mandataire de celle-ci, lorsque les conditions ci-après mentionnées sont rencontrées.

La personne a droit à l'indemnité uniquement dans les cas suivants :

- a) Elle a subi un préjudice matériel;
- b) Le préjudice matériel a été subi en raison de l'exercice de ses fonctions;
- c) Le dommage a été subi alors que la personne était en fonction ou dans les douze (12) mois de la fin de son mandat ou de son emploi;

ARTICLE 4

Les circonstances qui donnent lieu au paiement de l'indemnité sont limitativement les suivantes :

- a) Acte de vandalisme ou acte malveillant entraînant un préjudice à tout bien matériel du membre du Conseil, du fonctionnaire ou de l'employé de la municipalité ou d'un organisme mandataire de celle-ci, dont à son immeuble, bâtiment et dépendance, pelouse, arbre, arbuste, plante, meuble, vêtement, lunettes, montre et bijoux, bateau, véhicule motorisé, qui sont la propriété du requérant ou dont il a l'usage;
- b) Frais de subsistance devenus nécessaires du fait de l'acte de vandalisme ou de l'acte malveillant, limités à l'augmentation nécessaire des frais engendrés par le requérant par rapport à ce qui lui en aurait autrement coûté n'eut été de cet acte de vandalisme ou malveillant;
- c) Dommages matériels résultants d'une diffamation ou attaque verbale ou écrite en raison de l'exercice de ses fonctions ainsi que les honoraires et déboursés judiciaires et extra-judiciaires incluant les frais d'experts;
- d) Dommages matériels résultant de l'assumption de la défense ou de la représentation, selon le cas, d'une personne qui est intimée, mise en cause, témoin, intervenante ou autrement appelée dans le cadre d'une procédure dont est saisi toute personne, tout tribunal, organisme, commission, coroner ou enquêteur chargé d'un mandat quelconque, devant lequel la personne est ainsi appelée en raison de l'exercice de ses fonctions de membre du Conseil, fonctionnaire ou employé de la municipalité ou d'un organisme mandataire de celle-ci.

ARTICLE 5

Si la personne assume, elle-même ou par le procureur de son choix, la représentation prévue aux paragraphes c) et d) de l'article 4, la municipalité doit payer les frais raisonnables et peut, avec l'accord de la personne, lui rembourser ces frais au lieu de les payer.

POUR ADOPTION (PROJET) LE 19 FÉVRIER 2021

ARTICLE 6

La personne a droit d'être indemnisée de toute amende et des frais, excluant les matières criminelles, qu'elle peut être appelée à payer à la suite d'un jugement rendu par un tribunal dans le cadre d'une procédure pour laquelle la municipalité doit assumer sa défense ou sa représentation conformément au deuxième paragraphe de l'article 604.6 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ c. C-19).

Toutefois, la municipalité ne pourra être tenue de payer cette amende et les frais dans les cas prévus à l'article 604.7 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ c. C-19).

ARTICLE 7

Sont aussi couverts les remboursements de frais rencontrés lors d'enquête administrative ou policière non couverte par la loi.

ARTICLE 8

En aucun cas le membre du Conseil, le fonctionnaire ou l'employé de la municipalité ou d'un organisme mandataire de celle-ci ne peut réclamer pour un préjudice matériel consistant en une perte de salaire ou autres avantages associés à son emploi, à sa profession ou de toute autre façon à son gagne-pain.

Le montant maximal auquel a droit une personne est de 30 000 \$ par événement et de 30 000 \$ pour l'ensemble des événements par année financière de la municipalité. Toutefois, lorsque la personne est détentrice ou bénéficiaire d'une assurance dommage, responsabilité ou autre couvrant l'une ou autre des indemnités prévues au présent règlement, la personne n'aura droit à cette indemnité que pour la portion non couverte par la police d'assurance, dont en outre tout déductible.

ARTICLE 9

La personne doit présenter sa réclamation par écrit à la municipalité, accompagnée des pièces justificatives démontrant à la fois le préjudice matériel subi et le montant de l'indemnité auquel elle a droit, de même que le fait que ce préjudice matériel ait été subi en raison de l'exercice de ses fonctions de membre du Conseil, de fonctionnaire ou d'employé de la municipalité ou d'un organisme mandataire de celle-ci.

ARTICLE 10

La demande d'indemnisation doit être présentée à la municipalité dans les cent vingt (120) jours de la connaissance par la personne du préjudice subi.

ARTICLE 11

Toute déclaration mensongère fait perdre automatiquement le droit à l'indemnité sur l'ensemble du préjudice subi.

ARTICLE 12

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Joseph Dydzak, B.A. Hons., LL.B., M.B.A.
Maire

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

Dates importantes à retenir	
Avis de motion	-
Adoption du projet de règlement et présentation	-
Adoption du règlement	-
Avis public de promulgation	-

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

**ADHÉSION À LA DÉCLARATION D'ENGAGEMENT SUR LA
DÉMOCRATIE ET LE RESPECT**

CONSIDÉRANT que la polarisation de l'opinion publique dans les médias traditionnels et particulièrement dans les médias sociaux entraîne une multiplication de déclarations agressives et de gestes d'intimidation à l'égard des élu·es et élu·es municipaux;

CONSIDÉRANT que ce phénomène a pris de l'ampleur depuis le début de la crise de la COVID-19 en 2020;

CONSIDÉRANT que l'intimidation, la menace et la violence verbale n'ont pas leur place dans une démocratie et ne favorisent en rien la confiance ainsi que la reconnaissance qu'a la population envers ses institutions démocratiques;

CONSIDÉRANT que le respect est un élément fondamental d'une société démocratique qui exige à son tour la reconnaissance fondamentale de grandes libertés dont notamment la liberté d'expression;

CONSIDÉRANT qu'une démocratie respectueuse honore la fonction d'élu·e et élu·e et consolide la qualité et l'autorité des institutions;

CONSIDÉRANT que l'Union des municipalités du Québec (UMQ) a lancé une campagne nationale sur la démocratie et le respect;

CONSIDÉRANT que les membres du conseil d'administration de l'UMQ ont adopté le 4 décembre 2020 la déclaration d'engagement suivante :

« Notre démocratie prend ses racines dans notre histoire. Nous choisissons celles et ceux qui nous gouvernent. En démocratie, nous pouvons tous être candidates, candidats pour assumer une charge publique. Quand il y a des élections, les citoyennes et citoyens délèguent l'administration du bien commun à des gens qui offrent leurs services, comme nous. Cette façon de gérer nos milieux de vie, nos régions, nous a permis d'atteindre un niveau de vie parmi les plus élevés au monde, d'évoluer en sécurité, d'avoir la possibilité de mener notre vie comme nous l'entendons et de s'exprimer en toute liberté.

La démocratie prend vie dans le débat et dans le choc des idées. Elle est possible tant que les gens se respectent. Or, par les temps qui courent, notre démocratie est trop souvent malmenée par des incidents malheureux : incivilités, manque de respect, menaces, intimidation et usurpation d'identité. Depuis quelques années, notamment avec la montée en popularité des réseaux sociaux, le débat vigoureux mais respectueux est trop souvent remplacé par les insultes, les menaces et l'intimidation.

C'était vrai avant la pandémie. Mais celle-ci est venue aggraver cette façon de faire. Que cette difficile situation soit source d'inquiétude, d'anxiété, c'est normal. Que l'on soit parfois en désaccord avec les décisions des autorités, c'est normal. Mais il n'est pas acceptable que des femmes et des hommes qui exercent une responsabilité publique au service de leurs concitoyennes et concitoyens soient intimidés, poussés à la démission, parfois même menacés de mort, ou contraints de se déplacer avec une protection policière.

Dans moins d'un an se tiendront les élections municipales dans toutes les municipalités du Québec. D'ici là, il nous faut prendre soin de notre démocratie. Il nous faut renouer avec un débat respectueux des personnes et des institutions pour prendre ensemble les meilleures décisions. Rappelons-nous que les élu·es et élu·es et les titulaires de charges publiques s'engagent pour le mieux-être de leur population. Favorisons l'engagement politique, ne le décourageons pas.

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

**ADHÉSION À LA DÉCLARATION D'ENGAGEMENT SUR LA
DÉMOCRATIE ET LE RESPECT**

Comme élues municipales et élus municipaux, nous sommes fiers de servir nos concitoyennes et concitoyens. C'est pourquoi nous appelons au débat démocratique dans le respect. Nous disons : « La démocratie dans le respect, par respect pour la démocratie ». Et nous invitons les élues et élus de toutes les municipalités du Québec à joindre le mouvement. »

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu :

QUE le Conseil municipal adhère à la déclaration d'engagement ayant pour thème « La démocratie dans le respect, par respect pour la démocratie »;

QUE le Conseil municipal s'engage à accompagner les élues et élus municipaux ainsi que toutes les sphères de la gouvernance municipale pour valoriser la démocratie municipale et consolider la confiance envers les institutions démocratiques;

QU'une copie de cette résolution soit transmise à l'UMQ.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

Déclaration d'engagement

Une initiative de l'Union des municipalités du Québec



La démocratie dans le respect, par respect pour la démocratie

VILLE D'ESTÉREL S'ENGAGE

Notre démocratie prend ses racines dans notre histoire. Nous choisissons celles et ceux qui nous gouvernent. En démocratie, nous pouvons tous être candidates, candidats pour assumer une charge publique. Quand il y a des élections, les citoyennes et citoyens délèguent l'administration du bien commun à des gens qui offrent leurs services, comme nous. Cette façon de gérer nos milieux de vie, nos régions, nous a permis d'atteindre un niveau de vie parmi les plus élevés au monde, d'évoluer en sécurité, d'avoir la possibilité de mener notre vie comme nous l'entendons et de s'exprimer en toute liberté.

La démocratie prend vie dans le débat et dans le choc des idées. Elle est possible tant que les gens se respectent. Or, par les temps qui courent, notre démocratie est trop souvent malmenée par des incidents malheureux : incivilité, manque de respect, menaces, intimidation et usurpation d'identité. Depuis quelques années, notamment avec la montée en popularité des réseaux sociaux, le débat vigoureux mais respectueux est trop souvent remplacé par les insultes, les menaces et l'intimidation.

Il nous faut prendre soin de notre démocratie. Il nous faut renouer avec un débat respectueux des personnes et des institutions pour prendre ensemble les meilleures décisions. Rappelons-nous que les élues et élus et les titulaires de charges publiques s'engagent pour le mieux-être de leur population. Favorisons l'engagement politique, ne le décourageons pas.

Comme élues municipales et élus municipaux de la Ville d'Estérel, nous sommes fiers de servir nos concitoyennes et concitoyens. C'est pourquoi nous appelons au débat démocratique dans le respect. Nous disons : « La démocratie dans le respect, par respect pour la démocratie ».



La voix des GOUVERNEMENTS de proximité

Déclaration d'engagement

Une initiative de l'Union des municipalités du Québec



La démocratie dans le respect, par respect pour la démocratie

Declaration of Commitment

A Union of Quebec Municipalities Initiative

Respect in Democracy Is Respecting Democracy

VILLE D'ESTÉREL IS COMMITTED

Our democracy is rooted in our history. We ourselves choose the men and women who will govern us. In a democracy we can all be candidates for public office. When elections take place, citizens delegate the administration of their common welfare to people who offer their services, as we do. This way of managing our communities and regions has helped us attain one of the highest standards of living in the world – living in safety, living our lives as we wish, and freely expressing ourselves.

Debate and a spirited exchange of ideas are the lifeblood of democracy. This is possible as long as people respect one another. But these days, our democracy is too often abused in unfortunate ways – offensive behaviour, disrespect, threats, intimidation, and identity theft. In recent years, especially since the rise of social media, vigorous but respectful debate has too often been replaced with insults, threats, and intimidation.

We must take better care of our democracy. We must return to debate that respects people and institutions so we can make the best possible decisions together. Let us remember that councillors and public officeholders are committed to the well-being of the people they represent. Let us encourage political commitment, not discourage it.

As elected officeholders of Ville d'Estérel we are proud to serve our fellow citizens. Which is why we are calling for respectful, democratic debate. Because "Respect in Democracy Is Respecting Democracy."



La voix des GOUVERNEMENTS de proximité

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

**NOMINATION DE PERSONNES ET AUTORISATION À APPLIQUER LES
RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ET LES RÈGLEMENTS DÉCOULANT DE
LA LOI SUR LA MARINE MARCHANDE DU CANADA**

CONSIDÉRANT que la Ville d'Estérel assure la sécurité des amateurs de nautisme sur les lacs Masson, du Nord et Dupuis et ce, depuis l'été 2006;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de nommer des personnes pour appliquer les règlements municipaux suivants, ainsi que tout amendement :

- règlement relatif au contrôle de l'accès aux lacs et à la protection de l'environnement;
- règlement visant la protection des berges, des fonds marins et de la qualité de l'eau, la sécurité des plaisanciers et la protection de l'environnement;

CONSIDÉRANT que Transports Canada a désigné les inspecteurs municipaux de Ville d'Estérel agents de l'autorité en vertu de l'article 16 du *Règlement sur les restrictions visant l'utilisation des bâtiments*;

CONSIDÉRANT que les patrouilleurs nautiques doivent être nommés inspecteurs municipaux pour exercer les fonctions d'agents de l'autorité;

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

NOMME _____ inspecteurs municipaux chargés d'appliquer les règlements suivants, ainsi que tout amendement :

- La partie 10 de la Loi sur la marine marchande du Canada;
- Le règlement sur les restrictions visant l'utilisation des bâtiments;
- Le règlement sur les petits bâtiments;
- Le règlement sur la compétence des conducteurs d'embarcations de plaisance;
- Le règlement sur les abordages;
- Le règlement sur les bouées privées;

AUTORISE ces mêmes personnes à appliquer les règlements suivants, ainsi que tout amendement :

- règlement relatif au contrôle de l'accès aux lacs et à la protection de l'environnement;
- règlement visant la protection des berges, des fonds marins et de la qualité de l'eau, la sécurité des plaisanciers et la protection de l'environnement;

ABROGE toute résolution précédemment adoptée visant à nommer des personnes à titre d'inspecteurs municipaux chargés d'appliquer lesdits règlements.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

DÉPÔT DU RAPPORT SUR LES ESPACES VERTS ET LES PARCS

CONSIDÉRANT ...

POUR CE(s) MOTIF(s) :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

VERBE ...

Adoptée à l'unanimité des conseillers

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE – LOT 5 508 220, AVENUE DE CHANTILLY – CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL AVEC DES TOITS PLATS

CONSIDÉRANT que les membres du Conseil ont pris connaissance de la demande de dérogation mineure numéro 2020-0001 pour le lot 5 508 220, **soit le ou sur le ou sur l'** avenue de Chantilly;

CONSIDÉRANT que cette demande a pour effet **_____**;

CONSIDÉRANT que le Comité consultatif d'urbanisme, par sa résolution numéro _____, recommande l'acceptation de la demande de dérogation mineure numéro 2020-0001 pour **_____** telle que présentée par le requérant;

CONSIDÉRANT qu'un avis public a été donné conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1), en date du 27 janvier 2021, lequel avis indique la date, l'heure et le lieu de la séance du Conseil, la nature et les effets de la dérogation demandée et mentionne que tout intéressé peut se faire entendre par le Conseil relativement à cette demande;

CONSIDÉRANT que les personnes intéressées ont eu la possibilité de se faire entendre et donc que la consultation publique a été faite conformément à la Loi;

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

ENTÉRINE la recommandation du Comité consultatif d'urbanisme;

ACCORDE la dérogation mineure demandée numéro 2020-0001 pour **_____ (pas virgule avant telle)** telle que présentée par le requérant.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier



AVIS PUBLIC

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ aux contribuables de la Ville d'Estérel par le soussigné, conformément aux dispositions de l'article 145.6 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1), que lors de la séance ordinaire du 19 février 2021 débutant à 17 h 00, par téléconférence, le Conseil statuera sur la demande de dérogation mineure suivante :

Demande : N° 2021-0001

Immeuble : Lot 5 508 220, avenue de Chantilly

Nature et effet : Autoriser la construction d'un bâtiment principal avec des toits plats, alors que selon le règlement sur le zonage numéro 2006-493 et ses amendements, la pente minimale d'un toit d'une habitation est fixée à 5/12.

Consultation écrite – Possibilité de se faire entendre

Le Conseil a désigné cette demande comme étant prioritaire. Étant donné l'état d'urgence sanitaire actuel et la tenue d'une séance à huis clos, la possibilité de se faire entendre, prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, est remplacée par la tenue d'une consultation écrite, conformément aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel 2020-049 du ministre de la Santé et des Services sociaux du 4 juillet 2020.

De ce fait, toute personne intéressée est invitée à transmettre ses observations dans les 15 jours suivant le présent avis, par la poste au 115, chemin Dupuis, Estérel, Québec, J0T 1E0 ou par courriel à administration@villedesterel.com. Tous les commentaires, approbations ou oppositions seront transmis aux membres du Conseil avant que ceux-ci ne statuent sur les demandes.

Donné à Ville d'Estérel, ce 27^e jour du mois de janvier 2021.

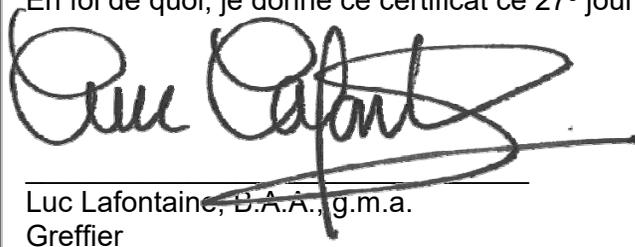


Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je, soussigné, Luc Lafontaine, greffier de la Ville d'Estérel, certifie sous mon serment d'office avoir publié l'avis public ci-dessus sur le site Internet de la Ville et l'avoir affiché à l'extérieur de l'hôtel de ville le 27 janvier 2021.

En foi de quoi, je donne ce certificat ce 27^e jour du mois de janvier 2021.



Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

**DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE – LOT 5 508 722, 6, AVENUE
DES RÉCOLLETS – RÉGULARISATION DE L'IMPLANTATION D'UN
BÂTIMENT PRINCIPAL**

CONSIDÉRANT que les membres du Conseil ont pris connaissance de la demande de dérogation mineure numéro 2020-0002 pour le lot 5 508 722, **soit le ou sur le ou sur l'** 6, avenue des Récollets;

CONSIDÉRANT que cette demande a pour effet **_____**;

CONSIDÉRANT que le Comité consultatif d'urbanisme, par sa résolution numéro _____, recommande l'acceptation de la demande de dérogation mineure numéro 2020-0002 pour **_____** telle que présentée par le requérant;

CONSIDÉRANT qu'un avis public a été donné conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1), en date du 27 janvier 2021, lequel avis indique la date, l'heure et le lieu de la séance du Conseil, la nature et les effets de la dérogation demandée et mentionne que tout intéressé peut se faire entendre par le Conseil relativement à cette demande;

CONSIDÉRANT que les personnes intéressées ont eu la possibilité de se faire entendre et donc que la consultation publique a été faite conformément à la Loi;

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

ENTÉRINE la recommandation du Comité consultatif d'urbanisme;

ACCORDE la dérogation mineure demandée numéro 2020-0002 pour **_____ (pas virgule avant telle)** telle que présentée par le requérant.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier



AVIS PUBLIC

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ aux contribuables de la Ville d'Estérel par le soussigné, conformément aux dispositions de l'article 145.6 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1), que lors de la séance ordinaire du 19 février 2021 débutant à 17 h 00, par téléconférence, le Conseil statuera sur la demande de dérogation mineure suivante :

Demande : N° 2021-0002

Immeuble : Lot 5 508 722 – 6, avenue des Récollets

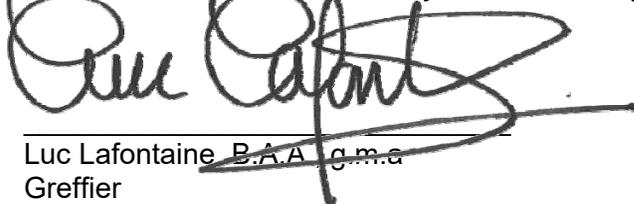
Nature et effet : Régulariser l'implantation d'un bâtiment principal existant en partie sud-est à 11,81 mètres de la ligne avant, alors qu'une marge de 15 mètres est prévue, créant ainsi un empiètement de 3,19 mètres dans cette marge.

Consultation écrite – Possibilité de se faire entendre

Le Conseil a désigné cette demande comme étant prioritaire. Étant donné l'état d'urgence sanitaire actuel et la tenue d'une séance à huis clos, la possibilité de se faire entendre, prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, est remplacée par la tenue d'une consultation écrite, conformément aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel 2020-049 du ministre de la Santé et des Services sociaux du 4 juillet 2020.

De ce fait, toute personne intéressée est invitée à transmettre ses observations dans les 15 jours suivant le présent avis, par la poste au 115, chemin Dupuis, Estérel, Québec, J0T 1E0 ou par courriel à administration@villedesterel.com. Tous les commentaires, approbations ou oppositions seront transmis aux membres du Conseil avant que ceux-ci ne statuent sur les demandes.

Donné à Ville d'Estérel, ce 27^e jour du mois de janvier 2021.

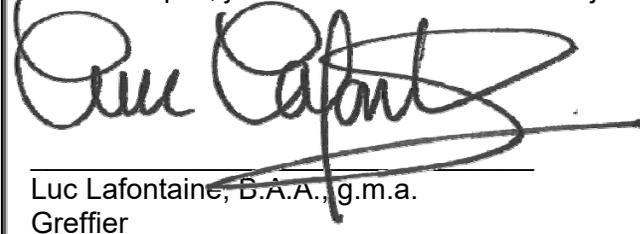


Luc Lafontaine B.A.A. g.m.a.
Greffier

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je, soussigné, Luc Lafontaine, greffier de la Ville d'Estérel, certifie sous mon serment d'office avoir publié l'avis public ci-dessus sur le site Internet de la Ville et l'avoir affiché à l'extérieur de l'hôtel de ville le 27 janvier 2021.

En foi de quoi, je donne ce certificat ce 27^e jour du mois de janvier 2021.



Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

**DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE – LOT 5 508 684, 20, CHEMIN
DES DEUX-LACS – IMPLANTATION D'UN AGRANDISSEMENT AU
BÂTIMENT PRINCIPAL**

CONSIDÉRANT que les membres du Conseil ont pris connaissance de la demande de dérogation mineure numéro 2020-0003 pour le lot 5 508 684, **soit le ou sur le ou sur l'** 20, chemin des Deux-Lacs;

CONSIDÉRANT que cette demande a pour effet **_____**;

CONSIDÉRANT que le Comité consultatif d'urbanisme, par sa résolution numéro _____, recommande l'acceptation de la demande de dérogation mineure numéro 2020-0003 pour **_____** telle que présentée par le requérant;

CONSIDÉRANT qu'un avis public a été donné conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1), en date du 27 janvier 2021, lequel avis indique la date, l'heure et le lieu de la séance du Conseil, la nature et les effets de la dérogation demandée et mentionne que tout intéressé peut se faire entendre par le Conseil relativement à cette demande;

CONSIDÉRANT que les personnes intéressées ont eu la possibilité de se faire entendre et donc que la consultation publique a été faite conformément à la Loi;

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

ENTÉRINE la recommandation du Comité consultatif d'urbanisme;

ACCORDE la dérogation mineure demandée numéro 2020-0003 pour **_____ (pas virgule avant telle)** telle que présentée par le requérant.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier



AVIS PUBLIC

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ aux contribuables de la Ville d'Estérel par le soussigné, conformément aux dispositions de l'article 145.6 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1), que lors de la séance ordinaire du 19 février 2021 débutant à 17 h 00, par téléconférence, le Conseil statuera sur la demande de dérogation mineure suivante :

Demande : N° 2021-0003

Immeuble : Lot 5 508 684, 20, chemin des Deux-Lacs

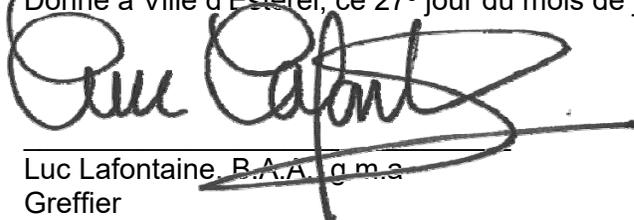
Nature et effet : Autoriser la construction d'un agrandissement au bâtiment principal à 7,86 mètres (sud-ouest) de la ligne latérale, alors qu'une marge de 8 mètres est prévue, créant ainsi un empiètement de 0,14 mètre dans cette marge ainsi qu'à 10,91 mètres de la ligne avant alors qu'une marge de 15 mètres est prévue, créant ainsi un empiètement de 4,09 mètres dans cette marge.

Consultation écrite – Possibilité de se faire entendre

Le Conseil a désigné cette demande comme étant prioritaire. Étant donné l'état d'urgence sanitaire actuel et la tenue d'une séance à huis clos, la possibilité de se faire entendre, prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, est remplacée par la tenue d'une consultation écrite, conformément aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel 2020-049 du ministre de la Santé et des Services sociaux du 4 juillet 2020.

De ce fait, toute personne intéressée est invitée à transmettre ses observations dans les 15 jours suivant le présent avis, par la poste au 115, chemin Dupuis, Estérel, Québec, J0T 1E0 ou par courriel à administration@villedesterel.com. Tous les commentaires, approbations ou oppositions seront transmis aux membres du Conseil avant que ceux-ci ne statuent sur les demandes.

Donné à Ville d'Estérel, ce 27^e jour du mois de janvier 2021.

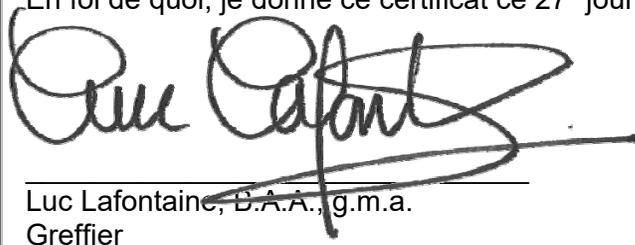


Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je, soussigné, Luc Lafontaine, greffier de la Ville d'Estérel, certifie sous mon serment d'office avoir publié l'avis public ci-dessus sur le site Internet de la Ville et l'avoir affiché à l'extérieur de l'hôtel de ville le 27 janvier 2021.

En foi de quoi, je donne ce certificat ce 27^e jour du mois de janvier 2021.



Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

**P.I.I.A. – LOT 5 508 220, AVENUE DE CHANTILLY – CONSTRUCTION
D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL**

CONSIDÉRANT la demande déposée par le requérant pour l'obtention d'un permis de construction pour _____;

CONSIDÉRANT que le requérant doit présenter un plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

CONSIDÉRANT que le requérant a remis au Service de l'urbanisme, avec sa demande :

- _____

CONSIDÉRANT que les travaux prévus respectent les critères d'évaluation et les orientations du règlement sur les P.I.I.A. numéro 2006-499 et ses amendements;

CONSIDÉRANT que le Comité consultatif d'urbanisme (CCU), par sa résolution numéro _____, recommande l'acceptation de la demande telle que présentée par le requérant;

CONDITIONS S'IL Y A LIEU

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

ENTÉRINE (ou rejette) la recommandation favorable (ou défavorable) du CCU;

APPROUVE le plan d'implantation et d'intégration architecturale pour _____ (pas de virgule avant tel) tel que présenté par le requérant. **CONDITIONS S'IL Y A LIEU**

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

**P.I.I.A. – LOT 5 508 684, 20, CHEMIN DES DEUX-LACS –
AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION EXTÉRIEURE AU BÂTIMENT
PRINCIPAL**

CONSIDÉRANT la demande déposée par le requérant pour l'obtention d'un permis de construction pour _____;

CONSIDÉRANT que le requérant doit présenter un plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

CONSIDÉRANT que le requérant a remis au Service de l'urbanisme, avec sa demande :

- _____

CONSIDÉRANT que les travaux prévus respectent les critères d'évaluation et les orientations du règlement sur les P.I.I.A. numéro 2006-499 et ses amendements;

CONSIDÉRANT que le Comité consultatif d'urbanisme (CCU), par sa résolution numéro _____, recommande l'acceptation de la demande telle que présentée par le requérant;

CONDITIONS S'IL Y A LIEU

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

ENTÉRINE (ou rejette) la recommandation favorable (ou défavorable) du CCU;

APPROUVE le plan d'implantation et d'intégration architecturale pour _____ (pas de virgule avant tel) tel que présenté par le requérant. **CONDITIONS S'IL Y A LIEU**

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

SONDAGE SUR LE PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU CLUB DE GOLF ESTÉREL – RÉSULTATS

CONSIDÉRANT ...

POUR CE(s) MOTIF(s) :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

VERBE ...

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

ÉNONCÉ SUR LE PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU CLUB DE GOLF ESTÉREL

CONSIDÉRANT ...

CONSIDÉRANT

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

(VERBE)

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

AUCUN SUJET À TRAITER

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

AVIS DE MOTION – RÈGLEMENT RELATIF À L'APPLICATION DES ENGRAIS ET PESTICIDES

Avis de motion est donné par _____ à l'effet qu'il sera présenté, lors d'une prochaine séance, un règlement relatif à l'application des engrais et pesticides.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

ADOPTION – PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 2020-683 RELATIF À L'APPLICATION DES ENGRAIS ET PESTICIDES

CONSIDÉRANT que la Ville d'Estérel désire _____;

CONSIDÉRANT que l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné séance tenante;

CONSIDÉRANT que le Maire (ou personne désignée) présente le projet de règlement en expliquant

.....
.....
.....
.....

CONSIDÉRANT que des copies du projet de règlement ont été rendues disponibles au public dès l'ouverture de la séance tenante;

POUR CES MOTIFS :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

ADOpte le Projet de règlement numéro 2020-683 relatif à l'application des engrais et pesticides.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DES PAYS-D'EN-HAUT
VILLE D'ESTÉREL

<p>Projet de règlement numéro 2020-683 relatif à l'application des engrais et pesticides</p>

ATTENDU que la Ville d'Estérel est notamment régie par la *Loi sur les cités et Villes (RLRQ, c. C-19)* et la *Loi sur les compétences municipales (RLRQ, c. C-47.1)*;

ATTENDU que l'article 19 de la *Loi sur les compétences municipales (RLRQ, c. C-47.1)* permet aux municipalités locales d'adopter des règlements en matière d'environnement;

ATTENDU que la *Loi sur les produits antiparasitaires (L.C., 2002, C.28)* a pour premier objectif de prévenir les risques inacceptables pour les individus et l'environnement que présente l'utilisation des produits antiparasitaires (art. 4);

ATTENDU que le *Code de gestion des pesticides (RLRQ, c. P-9.3, r.1)*, adopté en vertu de la *Loi sur les pesticides (RLRQ, c. P-9.3)* et en complémentarité par la *Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2)*, impose des règles sévères à l'intention des titulaires de permis et certificats délivrés conformément au *Règlement sur les permis et les certificats pour la vente et l'utilisation des pesticides (RLRQ, c. P-9.3, r. 2)*, mais que peu de ses dispositions concernent directement les citoyens;

ATTENDU que la *Loi sur le développement durable (RLRQ, c. D-8.1.1)* propose aux administrations publiques, dont les villes, de réaliser le virage nécessaire au sein de la société face aux modes de développement non viable, en intégrant davantage la recherche d'un développement durable, à tous les niveaux et dans toutes leurs sphères d'intervention, ainsi que dans leurs politiques, programmes et actions (art. 1);

ATTENDU que la *Loi sur le développement durable (RLRQ, c. D-8.1.1)* place la « santé et qualité de vie » des personnes au cœur de la recherche d'un développement véritablement durable et que, dans cette perspective, « les personnes ont droit à une vie saine et productive, en harmonie avec la nature » (art. 6, par. a);

ATTENDU, également, que la *Loi sur le développement durable (RLRQ, c. D-8.1.1)* demande notamment aux administrations publiques de prendre en compte, dans leurs différentes actions, les principes de « protection de l'environnement », « précaution », « préservation de la biodiversité » et de « respect de capacité de support des écosystèmes » (art. 6, par. c), j), l) et m);

ATTENDU les risques associés à la santé des populations humaines et des écosystèmes en raison de l'utilisation de pesticides;

ATTENDU que les études ont démontré la présence de pesticides dans l'eau des rejets urbains et dans l'air ambiant là où des pesticides ont été utilisés dans les espaces verts urbains

ATTENDU la persistance probable des pesticides dans les écosystèmes aquatiques;

ATTENDU qu'une étude de l'Institut national de santé publique du Québec (l'INSPQ) rendue publique en 2004 montre que 15 % des enfants des familles ayant appliqué des herbicides ont absorbé une partie de ces produits qui sont en concentrations mesurables dans leur organisme;

ATTENDU que la Cour suprême du Canada a déjà confirmé le pouvoir de réglementer des municipalités pour assurer le bien-être et la santé de leurs citoyens et a reconnu la complémentarité des pouvoirs fédéral, provincial et municipal en matière de contrôle des pesticides;

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

ATTENDU que le Conseil juge essentiel et impératif de protéger la santé des citoyens de la Ville et de préserver la qualité de l'environnement de son milieu hydrique, ainsi que celle de ses eaux souterraines, la qualité de vie, la qualité des sols, et, de maintenir les richesses de sa biodiversité faunique et végétale;

ATTENDU que le Conseil juge à propos d'adopter un règlement sur l'utilisation des pesticides et des engrais sur son territoire, afin d'y interdire complètement toute utilisation de pesticides et d'engrais, sauf en cas d'exception;

ATTENDU que la Ville d'Estérel veut encourager l'herbicyclage elle recommande de tondre le gazon à 6-8 cm, de laisser les rognures en place, de tondre les feuilles, de planter du trèfle et de remplacer les pelouses par des aménagements paysagers,

ATTENDU qu'un avis de motion du présent projet de règlement a été donné **séance tenante**;

ATTENDU que la séance tenante a lieu à huis clos, tel que prévu par les arrêtés de la ministre de la Santé et des Services sociaux qui permet au Conseil de siéger à huis clos et qui autorise les membres à prendre part, délibérer et voter à une séance par tout moyen de communication;

ATTENDU que la personne qui préside la séance présente le projet de règlement en mentionnant que le règlement a pour objectif _____

ATTENDU que des copies du projet de règlement ont été rendues disponibles au public sur le site Internet de la Ville d'Estérel (www.villedesterel.com) depuis l'ouverture de la séance tenante, étant donné que la séance se tient par téléconférence;

EN CONSÉQUENCE :

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu à l'unanimité des Conseillers que ce Conseil décrète ce qui suit :

ARTICLE 1**DÉFINITIONS**

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

« Agent de lutte biologique » : tout organisme vivant utilisé pour contrôler des organismes ravageurs (insectes, arachnides, micro-organismes et végétaux). Souvent classés en catégories en raison de leur mode d'action ou de leur cible, ces auxiliaires ou agents de lutte biologique incluent, de façon non limitative, les prédateurs, les parasitoïdes, les nématodes, les microorganismes tels que les virus, bactéries et les champignons ainsi que les organismes phytophages s'attaquant aux plantes indésirables;

« Amendement du sol » : Substances que l'on incorpore au sol afin d'en améliorer les propriétés physiques, chimiques et biologiques. On peut les regrouper en deux catégories: les amendements organiques tel que le compost et les amendements minéraux tel que la chaux;

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

« **Adjuvant** » : Substance solide ou liquide dépourvue d'activité biologique, mais qui lorsque ajouté à un produit antiparasitaire, à un engrais ou toute autre matière active pour en accroître son efficacité. Les adjuvants inclus de façon non limitative les solvants, diluants, vecteurs, émulsifiants, dispersants, fixateurs, adhésifs, ou même d'autres produits capables d'améliorer les qualités physico-chimiques d'une préparation;

« **Application** » : Tout mode d'application incluant, de façon non limitative, l'épandage, l'arrosage ou de traitement par pulvérisation, vaporisation, application gazeuse, granulaire, en poudre ou en liquide et toute autre forme de dépôt ou de déversement;

« **Autorité compétente** » : Le personnel relevant du *Service d'Urbanisme* de la Ville d'Estérel et toute autre personne mandatée par les autorités de la Ville;

« **Bande de protection** » : Surface sur laquelle ne peut être réalisée aucune application et qui sépare la zone traitée d'une zone qui mérite une protection particulière et pour laquelle on veut minimiser les risques de contamination par les pesticides ou les engrais;

« **Biostimulant** » : Substance ou mélange de substances qui agissent comme activateur ou stimulant des réactions biologiques (croissance, défense, immunité, vitalité, etc.), ou qui facilite une réaction ou encore qui améliore les propriétés d'une autre substance. Les biostimulants inclus de façon non-limitative, les extraits de plantes (algues, ortie), les acides humiques, les phytoactivateurs, le thé de compost, les huiles, etc.;

« **Biopesticides** » : Synonyme de pesticides à faible impact;

« **Certificat d'enregistrement annuel** » : Certificat émis à un entrepreneur en vertu de l'Article 5 du présent règlement;

« **Champignon mycorhizien** » : Champignons symbiotiques colonisant les racines de diverses plantes;

« **Chaux** » : Substance que l'on incorpore au sol afin d'en améliorer les propriétés physiques et chimiques. Il fait partie des amendements de sols en minéraux et est considéré comme un engrais;

« **Compost** » : Produit biologique solide riche en matière organique issu du compostage de débris organiques et servant à enrichir le sol, est considéré comme un engrais organique, il fait partie des amendements de sol organiques;

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

« **Cours d'eau** » : Tous les cours d'eau, à débit régulier ou intermittent, y compris ceux qui ont été créés ou modifiés par une intervention humaine, à l'exception :

- 1° d'un fossé de voie publique;
- 2° d'un fossé mitoyen au sens de l'article 1002 du *Code civil*;
- 3° d'un fossé de drainage qui satisfait aux exigences suivantes:
 - a) utilisé aux seules fins de drainage et d'irrigation;
 - b) qui n'existe qu'en raison d'une intervention humaine;
 - c) dont la superficie du bassin versant est inférieure à 100 hectares.

La portion d'un cours d'eau qui sert de fossé demeure un cours d'eau.

Par ailleurs, en milieu forestier public, les catégories de cours d'eau sont celles définies par la réglementation sur les normes d'intervention édictée en vertu de la *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (c. A-18.1)*;

« **Engrais** » : Substance ou mélange de substances organiques, minérales ou synthétiques contenant de l'azote, du phosphore, du potassium ainsi que tout autre élément nutritif des plantes, fabriqué ou vendu à ce titre ou représenté comme tel (source : *Loi sur les engrais (L.R.C. (1985), ch. F-10)*);

« **Engrais à libération contrôlée lente ou insoluble** » : engrais dont le relâchement est retardé par différentes méthodes comme l'enrobage ou la transformation chimique;

« **Engrais organiques** » : apport artificiel de nourriture organique tels que, et sans s'y limiter, farines animales, végétales, fumier ou compost, pour favoriser la croissance des plantes;

« **Engrais inorganiques** » : apport artificiel de nourriture chimique, contenant, notamment et de façon non limitative, de l'azote, du phosphore, du potassium pour favoriser la croissance des plantes;

« **Entrepreneur** » : Toute personne morale ou physique qui procède, ou prévoit procéder à des travaux horticoles pour autrui contre rémunération incluant des pratiques culturales et/ou l'application d'engrais, de suppléments et/ou de pesticides incluant les pesticides à faible impact;

« **Entrepreneur enregistré** » : Tout entrepreneur qui est enregistré auprès de la Ville conformément au présent règlement;

« **Fertilisants** » : comprends les engrais organiques ou inorganiques ainsi que toute substance qui, lorsque épanchée au sol, est destinée à favoriser la croissance des plantes et à augmenter la production de végétation;

« **Fongicides** » : Catégorie de substances inclus dans les pesticides et utilisés pour détruire les champignons;

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

« **Fossé** » : Petite dépression en long creusée dans le sol, servant à l'écoulement des eaux de surface des terrains avoisinants, soit les fossés de chemin, les fossés de ligne qui n'égouttent que les terrains adjacents, ainsi que les fossés ne servant à drainer qu'un seul terrain;

« **Herbicides** » : Catégorie de substances inclus dans les pesticides et utilisées pour détruire les mauvaises herbes;

« **Herbicyclage** » : Technique de tonte du gazon qui consiste à laisser sur place les brins de gazon coupés de manière à nourrir le sol et la pelouse et stimuler l'activité biologique du sol;

« **Infestation** » : Présence d'insectes, de moisissures ou autres agents pathogènes, de végétaux nuisibles à l'exception des plantes adventices ou mauvaises herbes normalement présentes dans une pelouse en nombre suffisant pour créer une menace à la sécurité ou à la santé humaine ou animale, ou à la survie des végétaux ou encore comme étant reconnu être un organisme exotique envahissant par l'Agence Canadienne d'Inspection des Aliments (ACIA);

« **Insecticides** » : Catégorie de substances inclus dans les pesticides et utilisés pour détruire les insectes;

« **Ligne des hautes eaux** » : La ligne qui sert à délimiter le littoral et la rive des lacs, des cours d'eau et des milieux humides. Cette ligne des hautes eaux se situe à la ligne naturelle des hautes eaux c'est-à-dire :

1° À l'endroit où l'on passe d'une prédominance de plantes aquatiques à une prédominance de plantes terrestres ou, s'il n'y a pas de plantes aquatiques, à l'endroit où les plantes terrestres s'arrêtent en direction du plan d'eau. Les plantes considérées comme aquatiques sont toutes les plantes hydrophiles incluant les plantes submergées, les plantes à feuilles flottantes, les plantes émergentes et les plantes herbacées et ligneuses caractéristiques des marais et marécages ouverts sur des plans d'eau;

2° Dans le cas où il y a un ouvrage de retenue des eaux, la cote maximale d'exploitation de l'ouvrage hydraulique pour la partie du plan d'eau située en amont;

3° Dans le cas où il y a un mur de soutènement légalement érigé, à compter du haut de l'ouvrage;

À défaut de pouvoir localiser la ligne des hautes eaux à partir des critères précédents, celle-ci peut être localisée, si l'information est disponible, à la limite des inondations de récurrence de deux (2) ans, laquelle est considérée équivalente à la ligne établie selon les critères botaniques définis précédemment au premier alinéa;

« **Milieu hydrique** » : Tous cours d'eau, lacs et milieux humides;

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

« **Occupant** » : Personne qui occupe un immeuble à un autre titre que celui de propriétaire ou, dans le cas d'un établissement d'entreprise, la personne qui exerce une activité donnant ouverture à l'assujettissement à la taxe d'affaires, taxe sur les immeubles non résidentiels ou au paiement d'une somme qui en tient lieu;

« **Pelouse** » : Superficie de terrain couvert de plantes herbacées tondues régulièrement. Les plantes herbacées incluent de façon non limitative: les graminées, les légumineuses, etc.;

« **Permis temporaire d'application** » : Permis temporaire émis de façon ponctuelle afin de régler un problème d'infestation ou de santé publique;

« **Pesticides** » : Toute substance, toute matière ou tout micro-organisme destinés à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement, un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destinés à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, sauf s'il est topique pour un usage externe sur les animaux tels que défini par la *Loi sur les pesticides (RLRQ, c. P-9.3)*. Les pesticides comprennent de façon générale et non limitative, tous les herbicides, fongicides, insecticides et autres biocides;

« **Pesticides à faible impact** » : Les biopesticides, tels que désignés par l'*Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA)*, les huiles horticoles homologuées ainsi que les ingrédients actifs autorisés à l'Annexe II du *Code de gestion des pesticides* ainsi que les pyréthrinés naturelles, qui sont modérément toxiques, mais qui ont une très courte durée de vie. Ils sont composés d'extraits dérivés de source végétale, animale et minérale. Ils ont moins de conséquences à court et long terme sur la santé et l'environnement;

« **Pesticides biologique** » : Pesticides biologique à base de BTI (*Bacillus Thuringiensis Israelensis*) utilisé pour le contrôle des moustiques géré par l'*agence de réglementation de lutte antiparasitaire (ARLA)* de Santé Canada et autorisé par le *Ministère de l'environnement et de lutte aux changements climatiques (MELCC)*;

« **Plante adventice** » : Se dit d'une espèce végétale non désirée, présente dans la culture d'une autre espèce. Synonyme de mauvaise herbe;

« **Platebandes** » : Bande de terre plus ou moins large destinée en général à la culture de plantes ornementales;

« **Potager** » : Jardin privé réservé à la culture des légumes et autres végétaux comestibles;

« **Pratiques culturales** » : Toutes les pratiques qui permettent de soutenir la santé de la pelouse et autres végétaux afin de prévenir l'utilisation de pesticides. Les pratiques culturales incluent de façon non limitative: la tonte ou la taille, l'aération, le terreautage, l'ensemencement, etc.;

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

« **Producteur agricole** » : Une personne telle que définie au paragraphe j de l'article 1 de la *Loi sur les producteurs agricoles (RLRQ., c. P-28)*;

« **Propriétaire** » : La personne qui détient le droit de propriété sur un immeuble. Le propriétaire peut, par écrit, nommer un mandataire. Ce dernier ne peut être un entrepreneur;

« **Propriété** » : Signifie et comprend toute partie d'un terrain qui est aménagé ou non, y compris, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, les pelouses, jardins, arbres, arbustes, entrées, allées, terrasses et l'extérieur des immeubles excluant les piscines et les étangs décoratifs;

« **Puits** » : Installation de captage d'eau de surface destinée à la consommation humaine ou toute autre installation de captage d'eau souterraine;

« **Rive ou Bande riveraine** » : Bande de terre qui borde les milieux humides, lacs et cours d'eau et qui s'étend vers l'intérieur des terres à partir de la ligne des hautes eaux. La largeur de la rive à protéger se mesure horizontalement :

- 1° Pour les cours d'eau à débit régulier situés à l'extérieur du périmètre d'urbanisation, pour les lacs et pour les milieux humides, la rive a une largeur de quinze (15) mètres;
- 2° Pour les cours d'eau à débit régulier situés à l'intérieur du périmètre d'urbanisation et pour les cours d'eau à débit intermittent, la rive doit respecter l'une des largeurs suivantes :
 - a) dix (10) mètres lorsque la pente est inférieure à 30 %, ou lorsqu'il y a présence d'un talus de moins de cinq (5) mètres de hauteur dont la pente est supérieure à 30 %;
 - b) quinze (15) mètres lorsque la pente est continue et égale ou supérieure à 30 %, ou lorsque la rive présente un talus de plus de cinq (5) mètres de hauteur dont la pente est égale ou supérieure à 30 %;

« **Supplément** » : Substance ou mélange de substances, autre qu'un engrais, fabriqué ou vendu pour enrichir les sols ou favoriser la croissance des plantes ou la productivité des récoltes, ou représenté comme pouvant servir à ces fins. Les suppléments inclus de façon non-limitative, les biostimulants et adjuvants incluant les extraits de plantes (algues, etc.), les acides humiques, les champignons mycorrhiziens, les agents mouillants, etc.;

« **Utilisateur** » : Toute personne qui procède ou prévoit procéder à l'application de pesticides;

« **Ville** » : La Ville d'Estérel;

ARTICLE 2**TERRITOIRE ASSUJETTI ET CHAMP D'APPLICATION**

Le présent règlement concerne l'application extérieure de pesticides et d'engrais et s'applique à l'ensemble du territoire de la Ville.

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

Le présent règlement s'applique à toute personne physique ou morale qui procède ou prévoit procéder à l'application de pesticides ou d'engrais ainsi qu'à tout entrepreneur qui procède ou prévoit procéder à l'application de pesticides incluant les pesticides à faible impact, à l'application d'agents de lutte biologique, d'engrais incluant les suppléments et les amendements ainsi qu'à des pratiques culturales.

Le présent règlement n'a pas pour effet de diminuer les obligations créées par la *Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2)* ou la réglementation adoptée en vertu de celle-ci, ni empêcher la Ville d'intenter en plus des recours prévus dans le présent règlement tout autre recours civil ou pénal qu'elle juge utile afin de préserver la qualité de l'environnement.

ARTICLE 3

INTERDICTION D'APPLICATION

Il est interdit de procéder ou de laisser procéder à l'application extérieure d'engrais et de pesticides sur tout le territoire de la Ville, sauf dans les cas et de la manière prévus au présent règlement.

ARTICLE 4

EXCEPTIONS

4.1 Malgré l'article 3 du présent règlement, l'utilisation **d'amendement de sol ou d'engrais** est autorisée dans les cas suivants :

- a) Sur la pelouse, à l'extérieur des rives des milieux hydriques et à plus de trois (3) mètres du haut du talus d'un fossé, il est autorisé d'utiliser :
 - les amendements de sol organiques (tel le compost) et de minéraux (tel que la chaux)
 - Seulement les engrais dont l'apport en azote (N) et en phosphore (P) est égal ou inférieur à 2 %.
- b) L'utilisation seulement d'engrais organiques pour l'entretien des végétaux, dans les platebandes, les potagers et les plantes en pot et les arbres, à l'extérieur des rives des milieux hydriques et à plus de trois (3) mètres du haut du talus d'un fossé;
- c) L'utilisation sur les terrains de golf et les terrains d'exercice pour golfeur (Voir article 9).

4.2 Malgré l'article 3 du présent règlement, l'utilisation **des pesticides** est autorisée dans les cas suivants et ne sont pas assujettis aux articles 7.1 à 7.6 inclusivement et à l'article 8 :

- a) L'utilisation des produits destinés au traitement de l'eau potable, des piscines, des étangs décoratifs, du bois traité et des bassins artificiels en vase clos dont le contenu ne se déverse pas dans un cours d'eau;
- b) L'utilisation de raticides et de boîtes d'appâts scellées d'usage domestique;
- c) L'utilisation d'insectifuge et de colliers insecticides pour animaux;
- d) L'utilisation localisée, par le propriétaire ou l'occupant, d'insecticides d'usage domestique dans le but spécifique de détruire les nids de guêpes;

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

- e) En cas d'infestation, conditionnellement à l'obtention du permis prévu à l'article 6 du présent règlement et lorsque toutes les alternatives respectueuses de l'environnement ont été épuisées;
- f) Dans le cadre d'un programme municipal de contrôle de moustiques et de mouches noires par l'usage d'un **pesticide biologique** tel que le BTI (*Bacillus Thuringiensis Israelensis*) cependant l'entreprise doit respecter l'article 7.1;
- g) L'application de pesticides sur les terrains de golf et les terrains d'exercice pour golfeur, conformément au *Code de gestion des pesticides du Québec (RLRQ, c. P-9.3, r. 1)*, sauf en ce qui concerne les conditions établies à l'article 9 du présent règlement;

ARTICLE 5**CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT ANNUEL**

- 5.1 Nul ne peut procéder à une application de pesticides, de pesticides à faible impact, d'engrais, de suppléments, d'amendements ou d'agents de lutte biologique pour le compte d'autrui à moins de détenir un certificat d'enregistrement annuel valide délivré par la Ville à cet effet.

Le certificat est valide pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre d'une même année civile. Il est non cessible.

- 5.2 Toute demande de certificat d'enregistrement annuel doit être présentée sur le formulaire fourni par la Ville. Le coût du certificat est de **100 \$**.
- 5.3 La Ville conserve un registre des permis d'application (**certificats d'enregistrement annuels**) et des renseignements accompagnants les demandes.

Pour obtenir un certificat d'enregistrement annuel, le requérant doit :

- a) Posséder un permis délivré en vertu de la *Loi sur les pesticides (RLRQ, c. P-9.3)* par le *Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)* pour chaque classe de pesticides utilisés;
- b) Fournir la preuve que les personnes chargées de l'application ont une certification de compétence reconnue par le *Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)*;
- c) Posséder une assurance responsabilité civile et professionnelle de 2 000 000 \$;
- d) Utiliser seulement des véhicules clairement identifiés à son nom pour l'épandage;
- e) Fournir toute autre information requise sur le formulaire prévu à cet effet;
- f) Ne pas avoir fait l'objet d'une infraction aux articles 3 et 12 du présent règlement dans les douze (12) mois précédant la demande.

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

- 5.4 Toute personne qui procède à l'application de pesticides incluant les pesticides à faible impact et/ou d'engrais, de suppléments, d'amendements, ou d'agents de lutte biologique pour un entrepreneur doit avoir en sa possession en tout temps durant l'application une copie du certificat d'enregistrement de l'entrepreneur et, le cas échéant, une copie du permis émis en vertu du présent règlement.
- 5.5 L'entrepreneur ou l'entreprise qui fait la demande d'un certificat d'enregistrement annuel s'engage à ne pas transférer de contrat ou service à une autre entreprise ou individu. L'embauche de sous-contractant est interdite et constitue une infraction au présent règlement.
- 5.6 L'entrepreneur doit garantir qu'il ne mélange pas les engrais, les amendements, les suppléments et/ou agents de lutte biologique aux pesticides.
- 5.7 L'autorité compétente peut révoquer un certificat d'enregistrement annuel déjà émis et elle peut refuser d'en émettre un à l'égard d'un entrepreneur si quelque personne agissant pour ce dernier ne respecte pas l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement.
- 5.8 Constitue une infraction, le fait pour un entrepreneur de ne pas respecter les conditions stipulées au règlement et au formulaire de demande de certificat annuel d'enregistrement.
- 5.9 Tout entrepreneur qui a fait l'objet d'une infraction relative aux dispositions des articles 3 et 12 du présent règlement pourra se voir refuser l'accès au territoire et révoquer, le cas échéant, son certificat annuel d'enregistrement pour une période d'un an débutant en date du plaidoyer de culpabilité ou du jugement de culpabilité par la cour.

ARTICLE 6**PERMIS TEMPORAIRE POUR APPLICATION DE PESTICIDE AUTRE QU'À FAIBLE IMPACT EN CAS D'INFESTATION**

- 6.1 Tout propriétaire ou occupant d'un immeuble désirant procéder ou faire procéder à l'application d'un pesticide autre qu'un pesticide à faible impact doit préalablement obtenir de la Ville un permis temporaire à cet effet. Un entrepreneur ne peut, en aucun cas, agir à titre de mandataire du requérant.
- 6.2 Pour l'obtention d'un permis temporaire, le propriétaire ou l'occupant doit fournir, sur demande de la Ville, les documents suivants :
- a) La description de l'organisme nuisible qui fait l'objet d'une demande d'utilisation de pesticides et toute autre information requise aux fins de l'émission d'un permis temporaire;
 - b) Une attestation d'une personne dûment qualifiée tel qu'un agronome, un horticulteur, un biologiste, un arboriculteur confirmant l'infestation. Ladite attestation doit décrire toute l'historique du problème et la démarche utilisée pour prévenir et/ou contrer le problème visé par la demande. L'expert ne peut faire partie de l'entreprise offrant les services d'épandage de pesticides;

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

- c) Le type de produit utilisé pour l'application et la périodicité des applications;
 - d) Le nom de l'entrepreneur qui exécutera les travaux.
- 6.3 L'autorité compétente doit confirmer l'infestation ou le danger avant l'émission d'un permis temporaire d'application de pesticides. Ce permis sera valide pour une période de quatorze (14) jours ouvrables à compter de la date de son émission.
- 6.4 Le permis temporaire d'application sera délivré lorsque la preuve sera faite que toutes les étapes de la lutte antiparasitaire intégrée ont été mises en place et que les alternatives connues, respectueuses de l'environnement seront épuisées y compris l'utilisation de pesticides à faible impact.
- 6.5 L'application devra se faire dans le respect des exigences indiquées aux articles 7 et 8 du présent règlement et aux exigences spécifiques indiquées dans le permis.
- 6.6 Lorsque, de l'avis de l'autorité compétente, une application répétée est nécessaire pour la même condition, un nouveau permis doit être obtenu avant de procéder à chaque application à moins que le permis initial ait prévu chacune d'elles. À moins d'avis contraire sur l'étiquette du produit utilisé, un délai minimum de dix (10) jours doit séparer chaque application.
- 6.7 Tout propriétaire et/ou occupant qui obtient un permis temporaire d'application doit, avant 16 h 00 la journée précédent l'application, apposer visiblement ledit permis dans une fenêtre en façade de la propriété concernée, et ce, pour toute la période de validité.
- 6.8 Dans le cas d'un terrain vacant, tout propriétaire ou occupant qui obtient un permis temporaire doit, avant 16 h 00 la journée précédent l'application, installer ledit permis visiblement sur le terrain concerné à l'aide d'un support adéquat à une hauteur d'au moins 0,5 mètres du sol. Le permis doit être facilement visible de la voie publique et demeurer en place pour toute la période de validité.
- 6.9 Tout permis ne vaut que pour les pesticides et les lieux d'infestation décrits dans la demande de permis. Tout utilisateur désirant appliquer un pesticide autre ou en un endroit autre que ceux mentionnés dans la demande de permis en vertu de laquelle celui-ci a été émis doit, préalablement, demander et obtenir un nouveau permis à cet effet.

ARTICLE 7**DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À L'APPLICATION DE PESTICIDES**

- 7.1 L'entrepreneur qui exécute ou offre d'exécuter des travaux comportant l'utilisation de pesticides doit être détenteur d'une autorisation délivrée par le *Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)*, tel que requis par la *Loi sur les pesticides (RLRQ, c. P-9.3)*.

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

- 7.2 L'application de pesticides doit être suspendue s'il a plu à un moment ou l'autre durant les quatre (4) dernières heures ou lorsque les prévisions météorologiques annoncent de la pluie dans les quatre (4) heures qui suivent, à moins d'indication contraire sur l'étiquette du produit.
- 7.3 Aucune application de pesticides à l'extérieur des bâtiments ne doit être effectuée lorsque la température excède 25° degrés Celsius, à moins d'indications contraires sur l'étiquette du produit.
- 7.4 Aucune application de pesticides ne doit être effectuée lorsque la vitesse des vents excède quinze kilomètres à l'heure (15km/h) tels qu'observés par le service météo le plus proche.
- 7.5 Il est interdit de procéder à l'application de pesticides :
- a) Sur les arbres, durant leur période de floraison;
 - b) Lorsqu'il y a un animal domestique ou une personne à moins de dix (10) mètres;
 - c) En dehors des jours et des heures permis;
 - d) Sur tout végétal situé sur la ligne mitoyenne d'un terrain à moins que le propriétaire voisin concerné ne consente par écrit à l'application.

Les conditions météorologiques de référence pour l'application aux articles 7.3 et 7.4 du présent règlement sont celles enregistrées par le Service de météorologie du Canada d'Environnement Canada, pour le secteur couvrant la ville.

- 7.6 Pour tout traitement de pesticides sur un terrain comprenant un édifice commercial, le propriétaire doit aviser par écrit au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance les occupants de la date et de l'heure de l'application des pesticides à être employés. L'avis doit être affiché visiblement aux différentes entrées de l'immeuble.
- 7.7 L'application de pesticides est permise du lundi au vendredi entre 8 h 00 et 17 h 00. Aucune application n'est permise les jours fériés. Dans le cas d'une exception, les périodes d'application autorisées devront être inscrites sur le permis.
- 7.8 Le nettoyage des contenants vides et des réservoirs de l'équipement doit se faire selon la méthode du triple rinçage ou à l'aide d'un dispositif de rinçage sous pression. L'utilisateur doit procéder à un lavage complet de l'équipement et des vêtements requis pour l'épandage.
- Il est interdit de déverser les rinçures ou excès de produit dans un cours d'eau, dans un fossé, dans un égout, dans une fosse septique ou sur la propriété d'autrui.
- Les pesticides doivent, en tout temps, être entreposés de manière sécuritaire, dans des contenants bien identifiés, en bon état, fermé hermétiquement, étanche et propre.

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)**ARTICLE 8 EXIGENCES PARTICULIÈRES REQUISES LORS DE L'APPLICATION DE PESTICIDES**

8.1 Avant l'application des pesticides, une personne qui prépare une solution de pesticides doit :

8.1.1 Se placer dans un endroit bien éclairé, bien aéré, exempt de vent;

8.1.2 Préparer seulement la quantité de solution de pesticides nécessaire pour l'application projetée;

8.1.3 Avoir à sa portée l'équipement d'urgence, notamment une trousse de premiers soins, des récipients et matériaux absorbants permettant de récupérer toute matière ayant pu être déversée;

8.1.4 Suivre et garder à vue l'étiquette du pesticide sur laquelle sont indiquées les directives d'utilisation, les précautions recommandées et les premiers soins à donner en cas d'intoxication;

8.1.5 a) Enlever des lieux les jouets, bicyclettes et pataugeoires;

b) Enlever des lieux tout récipient pouvant contenir un aliment et tout aliment destiné aux personnes ou aux animaux;

c) Vérifier que l'équipement servant d'application est exempt de fuites et est en bon état de fonctionnement;

d) Prendre les mesures nécessaires pour éviter la contamination des piscines, des potagers et des carrés de sable et de tous les équipements de jeux non amovibles ainsi que l'intérieur de l'immeuble en fermant les portes et fenêtres;

e) Empêcher quiconque de fumer, de boire ou de manger sur les lieux lors de l'application.

f) Procéder conformément aux instructions du fabricant inscrites sur l'étiquette du produit et au *Code de gestion des pesticides du Québec (RLRQ, c. P-9.3, r. 1)*.

8.2 Pendant l'application des pesticides

8.2.1 L'application de pesticides ne doit en aucun cas dériver ou déborder sur les propriétés voisines, sur le trottoir, dessus ou dans les canalisations ou puisards où se fait l'application. De plus, l'application doit s'arrêter avant d'atteindre toute haie mitoyenne, clôture séparatrice ou ligne de propriété sauf si les voisins concernés donnent leur autorisation par écrit. L'utilisateur doit éviter toute situation où les pesticides risqueraient de contaminer des gens et des animaux domestiques. Il doit également avoir à sa portée les coordonnées téléphoniques du centre antipoison. Dans tous les cas, l'utilisateur doit cesser tout traitement de pesticides lorsqu'il y a présence de personnes, autres que les employés de l'entreprise responsable de l'application des pesticides, ou d'animaux domestiques à l'intérieur d'un rayon de dix (10) mètres;

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

8.2.2 Pour tout traitement de pesticides, l'utilisateur doit maintenir une bande de protection minimale de :

- a) deux (2) mètres des lignes de propriétés adjacentes sauf dans le cas d'autorisation expresse, par écrit, de ce voisin laquelle autorisation doit être remise avec la demande de permis;
- b) trois (3) mètres d'un fossé de drainage;
- c) cinq (5) mètres des cours d'école, des garderies, des édifices communautaires, des résidences pour personnes âgées, des camps de jour, des parcs et des milieux naturels protégés;
- d) huit (8) mètres des zones de production agricole biologique;
- e) quinze (15) mètres d'un cours d'eau, d'un lac ou d'un milieu humide;
- f) trente (30) mètres d'un puits d'eau souterraine ou d'une prise d'eau de surface;
- g) 300 mètres d'une prise d'alimentation d'eau d'un réseau d'aqueduc ou d'embouteillage d'eau de source.

8.2.3 Aucun traitement ne peut être fait sur les terrains de jeux, les aires de repos, les parcs ou les terrains fréquentés par le public.

8.2.4 Aucun traitement ne peut être fait sur les terrains adjacents aux terrains scolaires et de jeux, Centre de la Petite enfance, aires de repos, aux parcs ou terrains fréquentés par le public.

ARTICLE 9

AFFICHAGE LORS DE L'APPLICATION DE PESTICIDES ET D'ENGRAIS

9.1 Immédiatement après l'application de pesticides, de pesticides à faible impact, d'engrais, de suppléments, d'amendements, ou d'agents de lutte biologique, pour toute propriété ayant fait l'objet d'une application de pesticides, de pesticides à faible impact, d'engrais, de suppléments, d'amendements ou d'agents de lutte biologique, l'entrepreneur qui exécute les travaux d'application doit, placer un minimum de deux affiches dont une, placé obligatoirement en façade, les suivantes à tous les vingt (20) mètres linéaires au pourtour de la superficie traitée. De plus, les affiches doivent être disposées de manière à être aisément lues sans devoir circuler sur la surface traitée ou sans avoir à manipuler ces dernières.

9.2. Lorsque les travaux comportent l'application exclusive d'engrais, de suppléments, d'amendement ou d'agents de lutte biologique, l'entrepreneur doit installer des affiches dont le cercle du pictogramme est **vert** (voir Annexe A). Les affiches doivent être dûment remplies avec un crayon à encre indélébile de façon à ce que toutes les informations inscrites soient lisibles. Aucune publicité ne doit apparaître sur l'affiche en question.

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

- 9.3 Lorsque les travaux comportent l'application de **pesticides autres qu'à faible impact** l'entrepreneur doit installer, sur la propriété où a eu lieu l'application, des affiches, conformes aux normes établies à l'Article 72 du *Code de gestion des pesticides du Québec (c. P-9.3, r. 1)*, dont le cercle du pictogramme est **rouge** (voir Annexe A). Les affiches doivent être dûment remplies avec un crayon à encre indélébile de façon à ce que toutes les informations inscrites soient lisibles. Aucune publicité ne doit apparaître sur les affiches en question.
- 9.4 Lorsque les travaux comportent l'utilisation exclusive d'un **biopesticide ou de pesticides à faible impact**, d'huile horticole ou d'un pesticide contenant l'un des ingrédients actifs mentionnés à l'annexe II du *Code de gestion des pesticides du Québec (c. P-9.3, r. 1)*. L'entrepreneur doit installer des affiches dont le cercle du pictogramme est **jaune** (voir Annexe A). Les affiches doivent être dûment remplies avec un crayon à encre indélébile de façon à ce que toutes les informations inscrites soient lisibles. Aucune publicité ne doit apparaître sur les affiches en question.
- 9.5 Il est de la responsabilité de l'entrepreneur de compléter les affiches de façon lisible avec un crayon à encre indélébile et de les apposer sur la propriété à la suite des travaux et d'informer le client de les laisser en place pour toute la durée prévue.
- 9.6 Il est de la responsabilité conjointe de l'entrepreneur et du propriétaire de s'assurer que les écriteaux avertisseurs restent en place pour une période de 72 heures suivant l'application.

ARTICLE 10**TERRAINS DE GOLF**

Nonobstant l'article 3 du présent règlement, l'utilisation de pesticides est permise sur un terrain de golf, si les conditions suivantes sont respectées :

- 10.1 L'application de pesticides est effectuée par une personne possédant un certificat de compétence valide émis par le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la lutte aux Changements climatiques du Québec, comme requis par la *Loi sur les pesticides (RLRQ, c.P-9.3)*;
- 10.2 Le responsable de l'application doit posséder et se conformer aux données techniques disponibles sur la sécurité de chacun des produits utilisés et doit fournir ces données à tout propriétaire d'un terrain adjacent au club de golf qui en fait la demande;
- 10.3 Aucun épandage de pesticides ne doit être fait à moins de dix (10) mètres des propriétés adjacentes aux terrains de golf et terrains d'exercice pour golfeurs, sauf dans les cas d'autorisation écrite de ce voisin;
- 10.4 Aucun épandage de pesticides à moins de quinze (15) mètres d'un cours d'eau, d'un lac ou d'un milieu humide;

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

- 10.5 Aucune application de pesticides par arrosage, pulvérisation ou vaporisation sur la pelouse, les arbres et les arbustes ne doit être effectuée lorsque la vitesse des vents dépasse quinze kilomètres à l'heure (15km/h) et que la température dépasse 25° Celsius;
- 10.6 Sur demande, les clubs de golf doivent remettre à l'autorité compétente, une copie conforme du plan de réduction des pesticides lequel est exigé par le *Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)* dans le cadre du *Code de gestion des pesticides (RLRQ, c. P-9.3, r. 1)* ou tout autre document de la sorte.

ARTICLE 11**SANCTIONS/ PREMIÈRE OFFENSE ET RÉCIDIVE**

L'autorité compétente est autorisée à délivrer au nom de la Ville un constat d'infraction.

- 11.1 Quiconque commet une infraction au présent règlement est passible, pour chaque jour ou partie de jour que dure l'infraction, d'une amende n'excédant pas 1 000 \$ lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et n'excédant pas 2 000 \$ lorsqu'il s'agit d'une personne morale ou d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, pour la première infraction, le tout selon la nature de l'infraction
- Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus du montant de l'amende.
- 11.2 En cas de récidive dans les deux ans de la date de la dernière infraction, l'amende est doublée en fonction du dernier montant imposé.
- 11.3 Les dispositions du *Code de procédure pénale (RLRQ c. 25.1)* s'appliquent lors de toute poursuite intentée en vertu du présent règlement.
- 11.4 Si lors d'une même application ou d'applications successives on utilise plus d'un pesticide (ingrédient actif), on compte autant d'infractions distinctes qu'il y a de pesticides (ingrédients actifs) distincts identifiés.
- 11.5 Chaque jour que continuera une infraction au présent règlement, elle sera considérée comme une offense distincte et séparée.
- 11.6 Toute personne qui conseille, encourage, ordonne ou incite une autre personne à faire une chose qui constitue une infraction ou qui commet ou omet de faire une chose qui a pour effet d'aider une autre personne à commettre une infraction, commet elle-même l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour le contrevenant, que celui-ci ait été ou non poursuivi ou déclaré coupable.
- 11.7 Lorsqu'une personne morale commet une infraction au présent règlement, tout administrateur, sociétaire, fonctionnaire, employé ou agent de cette personne, qui a autorisé ou prescrit l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour la personne morale, que celle-ci ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

11.8 Dans le cas où le tribunal prononce une peine quant à une infraction au présent règlement, pour laquelle la Ville a engagé des frais d'analyse ou d'expertise, il peut, en sus de l'amende et des frais prévus, condamner le contrevenant au paiement de ces frais d'analyse et d'expertise ou imposer plus que la peine minimale en prenant en considération les ressources engagées par la Ville en frais d'analyse et d'expertise.

11.9 Tout entrepreneur qui a fait l'objet d'une infraction relative aux dispositions des articles 3 et 12 du présent règlement pourra se voir révoquer, le cas échéant, son certificat annuel d'enregistrement pour une période d'un an débutant en date du plaidoyer de culpabilité ou du jugement de culpabilité par la cour.

ARTICLE 12**OBLIGATION ET RECOURS**

Le présent règlement n'a pas pour effet de diminuer les obligations créées par la *Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2)* et la *Loi sur les pesticides (RLRQ, c. P-9.3)* ou la réglementation adoptée en vertu de celles-ci, ni empêcher la Ville d'intenter tout autre recours civil ou pénal jugé utile afin de préserver la qualité de l'environnement en plus des recours prévus au présent règlement.

ARTICLE 13**POUVOIR D'INSPECTION**

13.1 L'autorité compétente responsable de l'application du présent règlement peut visiter et inspecter à toute heure raisonnable, toute propriété mobilière ou immobilière où une application de pesticide est soupçonnée afin de s'assurer du respect des dispositions du présent règlement.

13.2 L'autorité compétente dans le cadre de toute inspection ci-haut mentionnée peut requérir du propriétaire ou de son représentant ou de tout entrepreneur s'il en est, remise de tout échantillon convenable de matières solides, liquides ou gazeuses qu'il utilise aux fins d'analyse. De plus, l'autorité compétente peut exiger tout renseignement ou tout document relatif aux activités régies par le présent règlement.

13.3 Tout entrepreneur ou tout utilisateur qui procède à une application est tenu d'exhiber à l'inspecteur ou à toute autre personne agissant pour l'autorité compétente, tous les produits, outils et contenants qu'il utilise et à fournir sur demande de ce dernier, un échantillon de toute matière solide, liquide ou gazeuse qu'il utilise aux fins d'analyse.

13.4 L'autorité compétente est autorisée à prendre des photos et/ou à prélever des échantillons des produits utilisés lors d'une application soupçonnée de pesticides ainsi qu'à prendre un échantillon du sol, du feuillage et/ou des tissus végétaux sur les immeubles définis au présent règlement, aux fins d'analyse dans le but de s'assurer que les dispositions du présent règlement soient respectées.

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

13.5 Il est interdit de nuire à l'autorité compétente dans l'exercice de ses fonctions, de le tromper par réticence ou fausse déclaration, de refuser de lui fournir un renseignement ou un document qu'il a droit d'exiger ou d'examiner en vertu du présent règlement, de cacher ou détruire un document ou un bien utile à une inspection.

ARTICLE 14**APPLICATION DU RÈGLEMENT**

La responsabilité de l'application du présent règlement est dévolue au Service d'urbanisme de la Ville d'Estérel. Le responsable ou ses représentants ont l'autorisation d'émettre les permis et les constats d'infraction, à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, pour et au nom de la Ville d'Estérel. Le service de protection de la Ville est autorisé à vérifier les dispositions du présent règlement.

ARTICLE 15**ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Joseph Dydzak, B.A. Hons., LL.B., M.B.A.
Maire

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

Procédure d'entrée en vigueur	
Avis de motion	À déterminer
Adoption du projet de règlement et présentation	À déterminer
Adoption du règlement	À déterminer
Avis public de promulgation	À déterminer

POUR ADOPTION LE _____ (PROJET)

ANNEXE « A »
Règlement numéro 2020-683

ÉCRITEAUX AVERTISSEURS

L'affiche doit mesurer 12,7 cm sur 17,7 cm, être placée bien en vue, résister aux intempéries et contenir les mentions, le pictogramme et l'avertissement suivants :

a) Traitements avec pesticides

**TRAITEMENTS
AVEC PESTICIDES
PESTICIDES USED**

Ne pas entrer en contact avant le: _____
Date / heure / time



Pelouse / Lawn Autres / Others
 Arbres, arbustes / trees, shrubs

Laisser sur place un minimum de 72 heures
Leave at least 72 hours

Au recto

Date et heure de l'application : _____

Ingrédient actif : _____

Numéro d'homologation : _____

Titulaire du permis : _____

Adresse : _____

Numéro de téléphone : _____

Numéro de certificat : _____

Titulaire du certificat (initiales) : _____

Centre Anti-Poison du Québec : 1 (800) 463-5060

Au verso

b) Traitements avec pesticides à faible impact - biopesticides

Au recto

**TRAITEMENTS
AVEC PESTICIDES
A FAIBLE IMPACT - BIOPESTICIDES**

Ne pas entrer en contact avant le: _____
Date / heure / time



Pelouse / Lawn Autres / Others
 Arbres, arbustes / trees, shrubs

Laisser sur place un minimum de 72 heures
Leave at least 72 hours

Au verso

Date et heure de l'application : _____

Ingrédient actif : _____

Numéro d'homologation : _____

Titulaire du permis : _____

Adresse : _____

Numéro de téléphone : _____

Numéro de certificat : _____

Titulaire du certificat (initiales) : _____

Centre Anti-Poison du Québec : 1 (800) 463-5060

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION –
RÉCEPTION DU RELEVÉ IDENTIFIANT LES MEMBRES DU CONSEIL
QUI ONT DÉPOSÉ UNE DÉCLARATION D'INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES**

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

PAR COURRIEL

Saint-Jérôme, le 27 janvier 2021

Monsieur Luc Lafontaine
Directeur général et secrétaire-trésorier
Ville d'Estérel
115, chemin Dupuis
Estérel (Québec) J0T 1E0

Objet : Déclaration des intérêts pécuniaires des élus municipaux 2020

Monsieur le Directeur général,

Nous accusons réception de votre relevé identifiant les membres du conseil qui ont déposé une déclaration d'intérêts pécuniaires pour la période commençant le 5 novembre 2020, laquelle transmission est faite conformément à l'article 360.2 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités. Selon les termes de cette loi, le prochain relevé devra nous être transmis au plus tard le 15 février 2022.

Je profite de l'occasion pour vous rappeler que le Ministère met à votre disposition une procédure pour le transfert électronique de documents par l'entremise du Portail gouvernement des Affaires municipales et régionales (PGAMR). Pour plus de détails sur la procédure à suivre pour transmettre les documents par l'entremise du PGAMR, veuillez consulter le [site Internet du Ministère](#).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La directrice régionale,



Claudette Larouche

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

DEUXIÈME PÉRIODE DE QUESTIONS

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

| **AUTRES SUJETS**

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier

EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Estérel tenue à l'hôtel de ville, au 115, chemin Dupuis en la Ville d'Estérel, le vendredi 19 février 2021 à 17 h 00, les membres présents formant quorum.

LEVÉE DE LA SÉANCE

Il est proposé par _____, appuyé par _____ et résolu que ce Conseil :

LÈVE ET TERMINE la présente séance à _____, l'ordre du jour étant épuisé.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
à Ville d'Estérel, ce 12 février 2021.

Sujet à ratification.

Luc Lafontaine, B.A.A., g.m.a.
Greffier